

Dossiers à venir du BdG

- ⊙ Les règlements d'école
- ⊙ Les devoirs
- ⊙ Les restaurants scolaires

Vous voulez vous exprimer sur un de ces thèmes, apportez votre témoignage contactez-nous : gapp@gapp.ch.

Bulletin du GAPP

n° 103
ÉTÉ 2006

BULLETIN DU GROUPEMENT CANTONAL GENEVOIS DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES DES ÉCOLES PRIMAIRES ET ENFANTINES
TIRAGE : 6 000 EXEMPLAIRES

Case postale 708 • 1211 Genève 13 • Tél./Fax 022 344 22 55 • gapp@gapp.ch



www.gapp.ch

Sommaire

Editorial	3
Dossier	4
Comment en est-on arrivé là ?	p. 4
Le pire n'est pas inéluctable	p. 5
« Oui » à l'école de la diversité !	p. 6
« Le niveau baisse ! »	p. 7
Ni la peste, ni le choléra : deux fois « non » !	p. 9
Trois questions à une maman d'élève	p. 10
Pourquoi la Genève internationale ne parvient-elle pas à apprendre des meilleurs ?	p. 13
« Oui » à l'école d'aujourd'hui !	p. 15
Pas seulement un vote sur l'école	p. 18
L'APE des Eaux-Vives prend position : 6 bonnes raisons de voter 2 x non	p. 19
Feuilles d'information de « Former sans Exclure »	p. 20
L'exclusion est le problème, pas la solution !	p. 22
« Oui » au système d'évaluation actuelle !	p. 24
Portrait	25
L'association des parents d'élèves des écoles primaires de Meyrin-Cointrin se présente (ASPEDEM)	p. 25
Actualités pédibus	26
Un monde en perpétuel mouvement !	p. 26
Restituer la rue aux enfants !	p. 27
Pratique	28
Associations (membres et non-membres)	p. 28
Témoignage	29
Repas gastronomique du parascolaire de Vésenaz	p. 29
Gapp enfants	32
Lectures enfants	p. 31
Conte : « SOS Corail »	p. 30

Dossier

« Touche-pas à mon école ! »

2 x NON le 24 septembre

Agenda

<ul style="list-style-type: none"> Ⓞ Assemblées des délégués Uni-Mail, salle 1140, dès 20h. le 8 juin, 	<ul style="list-style-type: none"> le 14 septembre, le 2 novembre, et le 7 décembre 2006 	<ul style="list-style-type: none"> Ⓞ Autres dates « Journée internationale à pied à l'école » le 22 septembre 2006
---	--	---

Le 16 mars dernier l'Assemblée Générale du GAPP était un peu particulière : sur les neuf membres du comité, cinq annonçaient qu'ils quittaient leur fonction ! Et pas des moindres : un président, des vices-présidentes, une trésorière. Le comité revêt alors un nouveau visage, l'extraordinaire travail effectué au cours de nombreuses années par Jean – Luc Oestreicher et Olowine Rogg ont motivé certains délégués à intégrer le comité aux côtés des désormais « anciens ». Une mention spéciale à Natascha Gaillard qui ne part qu'à la fin de l'année scolaire. Un grand merci à tous.



Case postale 708 • 1211 Genève 13 • www.gapp.ch

Tél./Fax 022 344 22 55 – gapp@gapp.ch

Permanence : le mardi 14h30 - 17h
le jeudi 9h30 - 12h



ÉCOLE PRIMAIRE DE ST JEAN • RUE DE ST JEAN 12 • 1203 GENÈVE

Comité 2006

Président

Eric Trunk
Rue Micheli-du-Crest 20
1205 Genève
078 709 23 08
etrunk@et-conseils.ch

Vice-présidente

Natascha Gaillard
Ch. du Village-de-Perly 19A
1258 Perly
022 771 11 27
latiga@smile.ch

Trésorière

Brigitte Parmelin
Rte de Soral 172
1233 Bernex
022 757 21 17
076 421 21 17
daniel.parmelin@swissport.com

Membres

Beata Godenzi Rasmussen
Ch. De la Colline 2
1212 Grand-Lancy
022 301 29 88
beatago@vtx.ch

Stéphanie Levrat
Rue de l'Apèrgière 30
1247 Anières
022 751 88 05
stephlevrat@freesurf.ch

Ricardo Alberici,
11, chemin des Collombettes
1202 Genève
022 740 24 26
Richard.Alberici@zas.admin.ch

Anne Thorel Ruegsegger
Av. De Senarclens 1
1293 Bellevue
022 774 41 80 – 078 718 12 78
anne.thorel@freesurf.ch

François Matton
Case postale 38
1241 Puplinge
079 213 40 49
sophie.horvathmatton@credit-suisse.com

Lactitia Mazza
lamm@freesurf.ch

Secrétariat

Anne Thorel-Rüegsegger
gapp@gapp.ch

Impressum

Bulletin d'information du Groupement Cantonal Genevois des Associations de Parents d'Elèves des Ecoles Primaires et Infantines

Tirage: 6 000 exemplaires
Bulletin édité 3 fois par an.

Editeur: GAPP

Rédaction:

Richard Alberici, Anne Thorel-Rüegsegger, Stéphanie Levrat, Eric Trunk, Beata Godenzi Rasmussen, Natascha Gaillard

Impression:

Atar Roto Presse SA
Rue des Sablières 13
1214 Vernier



Imprimé sur papier Mega, blanchi sans chlore et comprenant 50% de papier recyclé.

Maquette et mise-en-page:

Com'média – ch. de la Chênaie
133 – 1293 Bellevue
078 686 19 48
commedia@bennok.com

NOUS REMERCIONS

LES ANNONCEURS QUI
SOUTIENNENT LA PARUTION
DE CE BULLETIN.

Nous rappelons que les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs. En aucun cas les avis personnels émis ne sauraient être considérés comme la doctrine du GAPP ou des APE.

La reproduction des articles est autorisée avec indication de la source.

Vacances scolaires

Pentecôte

lundi 5 juin 2006

Vacances d'été

du lundi 3 juillet au vendredi 25 août 2006

Rentrée scolaire 2006

lundi 28 août 2006

Jeûne genevois

jeudi 7 septembre 2006

Vacances d'automne

du lundi 23 octobre 2006 au vendredi 27 octobre 2006

Vacances de Noël et Nouvel An

du lundi 25 décembre 2006 au vendredi 5 janvier 2007

Vacances de février

du lundi 12 février 2007 au vendredi 16 février 2007

Vacances 2005-2006

ET VACANCES EN SUISSE
WWW.GENEVE.CH/DIP/VAC.HTML

Chers parents, chers citoyens,

.....

Nous allons être appelés à nous prononcer sur l'école primaire, le 24 septembre prochain.

Ce bulletin y est consacré car quoi de plus important que nos enfants et leur avenir!

Pour voter en toute connaissance de cause il faut prendre le temps de comprendre les enjeux liés à nos choix. Ce n'est pas une mince affaire tant l'histoire de cette votation est longue et les enjeux politique complexes.

Mais pour l'avenir de nos enfants, de notre société l'effort est nécessaire. C'est pourquoi nous vous proposons un certain nombre d'articles, de fiches explicatives dans ce bulletin.

3

En outre, nous vous invitons à aller naviguer sur les sites suivants:

- [http://deuxfoisnon.romandie.com/;](http://deuxfoisnon.romandie.com/)
- <http://www.deuxfoisnon.ch/index.html;>
- <http://www.manifeste2005.org/>

Ils contiennent beaucoup d'informations complémentaires.

Vous pouvez aussi obtenir le document explicatif nommé «Clé en main», 10 pages d'explications et d'exemples, auprès du secrétariat du GAPP.

Plusieurs associations et groupement partagent les convictions des délégué-es du GAPP, c'est pourquoi nous nous sommes réunis pour mener cette campagne d'information et de votations sur le double non voté en assemblée.

Ce comité, appelé «Unitaire» travaille intensément depuis début mai pour que tous les parents, citoyens qui votent ou non soient informés des enjeux liés à ce vote.

La participation de chacun-e est importante pour convaincre son voisin, collègue, connaissance ou famille de faire le seul choix défendable! Voter deux fois non!

Nous comptons sur vous et sommes à votre disposition pour toutes demandes.

LE COMITÉ

Edito

Chères lectrices, chers lecteurs,

.....

Ce Bulletin est consacré en grande partie à la votation du 24 septembre 2006 concernant l'initiative «*Pour le maintien des notes à l'école primaire*» et à son contre-projet. De nombreux articles et des prises de position en faveur du 2x non y seront largement développés et débattus, pour vous permettre d'avoir une vue d'ensemble plus concrète sur cette votation.

Aujourd'hui, il est important que les parents d'élèves s'expriment de manière forte sur le devenir de l'école primaire publique et que l'on continue la consultation avec ces derniers de manière soutenue. En effet, un des objectifs de l'école publique est de tendre à corriger les inégalités de chance de réussite scolaire des élèves dès les premiers degrés de l'école. Les experts en éducation (chercheurs, enseignants et parents) sont unanimes pour affirmer que sans une véritable collaboration entre parents et enseignants le risque d'échec scolaire augmente.

Comment échapper au cycle fatidique de la reproduction sociale? Comment favoriser une école pour tous, une chance pour chacun? Par expérience, les familles qui s'approprient la culture scolaire, une culture spécifique qui donne sens à l'apprentissage, créent un climat éducatif qui favorise la réussite scolaire. Une école juste est donc une école où l'institution organise efficacement les relations famille-école. La modalité d'un conseil d'établissement entre les représentants des parents et des enseignants peut permettre l'émergence de cette culture éducative.

Je vous souhaite une excellente lecture. Toutes vos remarques ou suggestions seront les bienvenues et je m'engage à y répondre dans de brefs délais. ■

ERIC TRUNK

Comment en est-on arrivé là ?

Nous allons tenter ici de faire un exposé clair et concis de cette situation un peu compliquée.

UN PEU D'HISTOIRE...

RAPPEL DES FAITS

En 1994, Martine Brunshawig-Graf, alors Conseillère d'Etat, Présidente du DIP, lance la Rénovation, première grande réforme de l'école primaire entreprise depuis les années 50. Demandée par l'association des enseignants, des centaines d'entre eux participent à la phase d'exploration de cette Rénovation, d'autres s'engagent progressivement dans sa mise en œuvre. Avec l'échec scolaire en ligne de mire, un nouveau système d'évaluation se met en place (les notes disparaissent), la scolarité s'organise désormais en deux cycles d'apprentissage de quatre ans, les liens famille-école sont renforcés par l'instauration de trois rencontres annuelles entre les parents et les enseignants. Le GAPP participe à la mise en place de la Rénovation et à travers lui les parents sont associés à cette évolution.

Les pionniers, parents ou enseignants, sont très satisfaits des apports de ce nouvel esprit qui souffle sur l'Ecole genevoise. Pourtant, lorsque M. Beer prend la place de Mme Brunshawig-Graf, l'esprit de la Rénovation s'était essoufflé, faute de pilote. Le nombre d'écoles en projet est d'une centaine, 60% des élèves du primaire sont concernés et pourtant il n'existe pas de plan visant à l'harmonisation du système dans tout le canton. Doutes et confusions s'installent en force dans la tête des enseignants, notamment ceux qui entrent dans la profession, et des parents, surtout ceux qui découvrent l'Ecole et ne trouvent pas de réponses claires à leurs interrogations. Les enfants sont les premières victimes de cette valse d'hésitations; certains auront au cours de leur scolarité changé plusieurs fois de carnet!

C'est dans ce contexte confus, qu'en 2003, une association nommée ARLE lance une initiative, l'IN 121 nommée, « Pour le maintien des notes à l'école primaire ». Cette initiative formulée de manière très simple est signée par 28'000 personnes. Elle demande le retour des notes et des moyennes ainsi que les degré annuels.

Déposée auprès de la chancellerie d'Etat, elle est présentée au Parlement (Grand Conseil) qui la refuse et recommande de lui opposer un contre-projet.

Le DIP procède alors à une large consultation des enseignants, parents et personnes ou institutions en lien avec l'école. La participation est très forte et les parents montrent particulièrement leur intérêt. De cette consultation et du travail intense qui suit, assumé de manière conjointe par le GAPP, la SPG et la direction de l'enseignement primaire, naît un contre-projet. Celui-ci est approuvé par le Conseil d'Etat et présenté au Grand Conseil qui le renvoie à la commission de l'enseignement du Grand Conseil. Le travail de la commission de l'enseignement du Grand Conseil est alors de l'étudier et de rendre un avis, après amendements (changements) ou non de toute ou partie du texte afin de faire voter ce contre-projet du Conseil d'Etat par l'ensemble des députés et de poursuivre le processus jusqu'au vote par le peuple.

Dans le cas qui nous intéresse, ce travail n'a jamais eu lieu car les partis de droite dans leur ensemble ont choisi de proposer leur propre contre-projet à la commission de l'enseignement. Et celle-ci a relégué (refusé) de manière définitive le contre-projet du Conseil d'Etat sans même l'étudier.

C'est donc le contre-projet de l'Entente (tous les partis de droite + l'UDC) qui est proposé au parlement pour être opposé à l'initiative de l'ARLE durant les votations.

Les initiatives ont une durée limitée au-delà de laquelle le Parlement doit les soumettre au peuple. L'IN 121 arrivait à échéance en mars 2006. A la session de février du Grand Conseil le contre-projet de l'Entente est alors choisi pour être opposé à l'initiative. La date du 24 septembre a été fixée pour que le peuple se prononce sur la future orientation de l'Ecole publique genevoise. Les enjeux sont importants.

Vous trouverez dans ce dossier un grand nombre d'articles. Les auteurs viennent d'horizons divers : universitaires, de Genève ou d'ailleurs, représentants d'associations, parents. Tous argumentent en faveur d'un « double non » le 24 septembre, conscients qu'il s'agit non seulement de l'avenir de l'école publique genevoise, de nos enfants mais également – et surtout – de toute une conception de notre société. ■

LA RÉDACTION

4

2 × non le 24 septembre

Le pire n'est pas inéluctable

OLIVIER BAUD, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ PÉDAGOGIQUE GENEVOISE

« TOUT EST DÉJÀ DIT, LE DÉBAT SUR LES NOTES EST STÉRILE... »

5 **V**oici comment, peu ou prou, nous nous exprimions il y a deux ans déjà dans divers médias. Pouvions-nous alors décemment espérer que nous arriverions à élever le débat et à mieux faire comprendre l'école et l'action des professionnels? Apparemment non, et, sur ce point, mais seulement sur ce point, hélas, nous pouvons dire que nous n'avons pas été déçus... Quarante mois au moins se seront écoulés entre le lancement de l'IN 121 et la votation... En vain. Le contre-projet du Conseil d'Etat, fruit d'une année de travail et auquel avaient collaboré la SPG et le GAPP, a été jeté à la poubelle, sans avoir été lu. La logique politicienne, celle de la pire espèce, celle qui vise uniquement à servir les intérêts des partis, ceux de la droite en l'occurrence, s'est imposée envers et contre tout. Dans ce climat délétère, il n'est pas surprenant que le contre-projet dont a accouché la droite (PL 9510), sans con-

sulter les milieux concernés, ait la figure d'un monstre.

L'INVESTISSEMENT DES PROFESSIONNELS N'A PAS ÉTÉ RECONNU

Pourtant, nonobstant la remarque amère introductive, nous pouvons affirmer que nous n'avons pas ménagé nos efforts. Tout a été entrepris pour combler le fossé d'incompréhension qui subsistait entre l'école et la société. Et il fallait être aveugle et sourd pour ne pas comprendre l'avis des professionnels. Mais il est d'autres intérêts pour le politique et le mépris affiché à l'égard des enseignants est peut-être voulu. A l'instar de bien des décisions iniques de démantèlement des services publics, miner l'école peut servir des fins certainement peu avouables, mais qui se font jour de plus en plus!

Nous ne nous avouons toutefois pas vaincus. Affirmer que nous croyons au double non le 24 septembre, c'est dire notre espoir de voir enfin reconnu notre statut d'experts en éducation. Arriver à un rejet simultané de l'initiative 121 et du contre-

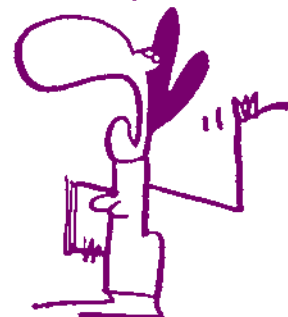
projet prouverait que ni la solution simpliste (inscrire les notes dans la loi) ni celle compliquée (mettre le règlement dans la loi) ne peuvent satisfaire aux attentes légitimes de la société qui, dans sa majorité, veut que tous les jeunes aient une réelle chance de réussite scolaire et d'intégration dans la société, les deux choses étant liées.

ROMPRE AVEC L'ATTENTISME ET SES DÉGÂTS

Déboucher sur un double refus à la rentrée 2006 redonnera un élan positif à l'école primaire, qui en a bien besoin: que de temps gaspillé, de moyens perdus, de confiance envolée à cause de l'irresponsabilité manifeste de ceux, de bords différents, qui ont cherché à imposer leurs vues à un corps enseignant qui n'en voulait pas et à mettre l'école sous tutelle pour saper le travail du département. Rappelons quand même qu'au départ, à l'origine de l'association qui a lancé l'initiative pour le maintien des notes, il y avait le mécontentement profond des enseignants du secondaire

...ATTENTION, NOUS NE SÉLECTIONNONS PAS !...

...NOUS ORIENTONS VERS LA SORTIE !



MIX & REMIX

Touche pas à mon école!

« Parce que nous voulons
... une école juste,
... pas juste une école! »

Nous voterons...

2 x NON, le 24 septembre 2006!

qui s'étaient vu imposés – au contraire de la rénovation qui avait été longuement négociée – la nouvelle maturité et la nouvelle grille horaire du CO. S'attaquer au primaire en premier était uniquement stratégique et payant pour asseoir une légitimité et casser

ensuite les réformes du collège et du CO. Cette situation injuste n'avait pas lieu d'être. Mais l'école et les élèves en ont souffert. Il n'y a donc aucune raison pour que cela continue et que nous en payions un prix encore plus fort demain. Trois ans de dégâts, ça suffit!

UNE OCCASION DE REDONNER CONFIANCE

Ainsi, il est possible, au moment ultime, d'accorder à l'école la reconnaissance dont elle a besoin. En tant que service public primordial, l'école primaire donnera satisfaction à la population si cette dernière reconnaît à son corps enseignant le droit d'agir avec professionnalisme, à qui il appartient de faire des choix en matière d'enseignement et d'éducation, qui est capable de les assumer et de les expliciter. Pour cela, parents et enseignants, votons et faisons voter deux fois non! ■

« Oui » à l'école de la diversité!

CORNELIA HUMMEL, MÈRE D'UNE FILLE EN 1E, ÉCOLE DE JACQUES-DALPHIN, CAROUGE.

J'ai regardé à la télévision la séance du Grand Conseil genevois lors de laquelle était débattu le contre-projet à soumettre au peuple en même temps que l'initiative ARLE.

J'ai eu froid dans le dos.

Qu'ai-je vu? Des femmes et des hommes politiques se mettant au service d'une idéologie de l'école comme instrument de promotion sociale individuelle, s'adressant à des enfants à qui il convient d'offrir les moyens de maximiser leur profit scolaire. Ainsi donc, l'école ne serait plus une institution démocratique s'adressant à tous, une institution respectant les enfants en tant que collectif bigarré et précieux dans sa diversité. L'école d'aujourd'hui serait plutôt un « coach », ayant pour mission de respecter l'enfant

dans sa forcément prometteuse singularité, lui donnant un cadre clair, des maîtres compétents, une discipline rigoureuse, des méthodes pédagogiques « ayant fait leurs preuves ». Le politique surveillera l'encadrement de cet enfant porteur de tous les espoirs (surtout ceux des électeurs-parents), évaluant les résultats des différents établissements et permettant, par là, aux parents d'identifier quels établissements il faut viser lors des demandes de dérogations. D'ailleurs la carte scolaire sera rapidement obsolète, porteuse d'idéaux démocratiques ne faisant plus le poids face à la pression de l'excellence. Tous les matins, les parents conduiront, en voiture (distance oblige), leurs enfants dans la meilleure école, celle qui présentera les meilleurs résultats de réussite scolaire. L'enfant pleunichera, car ses copains du quartier seront dans une autre

école (la « mauvaise » école), mais on dira à l'enfant que pour réussir, il faut faire des sacrifices.

Bien sûr, il y aura ceux qui échoueront. Les enfants pas assez performants, ceux auprès de qui les méthodes pédagogiques « ayant fait leurs preuves » n'auront rien révélé d'autre que du désintéret, de la perte de confiance, de la perte d'espoir. Après le premier redoublement, l'école n'en voudra plus. Mais il faut bien séparer le bon grain de l'ivraie, si l'on veut du rendement, non?

NON!

Je ne veux pas de cette école là, ni pour mon enfant en tant qu'individu, ni pour nos enfants en tant que collectif.

Le 24 septembre, je voterai « non », et plutôt deux fois qu'une. ■

6

... 2 × non le 24 septembre

« Le niveau baisse ! »

.....

PIERRE-PHILIPPE BUGNARD, PROFESSEUR TITULAIRE, HISTOIRE DE L'ÉDUCATION, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG.

Une impression, une intuition, un lieu commun ? C'était mieux avant ! Et pourtant, les savoirs se complexifient, les programmes évoluent... si le niveau montait ?

7 **D**epuis toujours, une impression envahit la scène scolaire : « le niveau baisse » ! Ce sentiment, chacun peut l'éprouver pour le climat (« Il n'y a plus de saisons ! »), l'époque ou la chanson (« Ah les belles années, les belles chansons... d'avant-guerre ! ») ou la morale (« Tout fout le camp ! »).

C'est le rapport américain *A Nation at Risk* de 1983 qui a lancé le débat scolaire actuel sur le niveau. Même l'école du premier pays industrialisé peinerait à assurer l'apprentissage des savoirs fondamentaux ! Partisans d'une instruction essentielle adaptée au temps et adeptes d'un retour à la tradition par la préservation d'une élite littéraire s'affrontent. On est ainsi porté à idéaliser les performances des générations précédentes et à se cacher que la vie moderne réclame des apprentissages d'un genre nouveau.

En France, la même année, Antoine Prost montre qu'en fait le niveau se renforce dans les disciplines qui bénéficient d'une forte attente sociale (les mathématiques, les

langues vivantes...); il a tendance à baisser dans les autres (le français...). Lorsque le niveau stagne à hauteur de savoirs à restituer ou à appliquer, c'est que les méthodes usuelles, peu ou pas examinées, se sont maintenues ou alors que la sélection a été durcie, notamment par l'augmentation des taux de redoublement. À l'entrée au secondaire, l'idée d'une baisse de niveau émane surtout des enseignants les plus âgés, rebelles à la didactique. Comme tous les élèves ont désormais accès au collège, ils pensent que beaucoup ne sont pas dotés de la culture susceptible d'assurer leur réussite.

En 1989, Baudelot et Establet soulignent que *mutatis mutandis*, dans le temps long, indéniablement, « le niveau monte » : les aptitudes intellectuelles ont connu en un siècle une progression spectaculaire, y compris dans la maîtrise de la sacro-sainte orthographe, au moins jusqu'il y a quelques années (j'y reviendrai), barrière culturelle (avec le latin) installée par la bourgeoisie au XIX^e siècle, tenue pour quasi responsable du taux d'échec scolaire (entre 8,5% et 15% selon la méthode

de calcul). Mais le niveau ne monte pas également pour tous : à l'approche du niveau bac, les inégalités se creusent avec la persistance de deux réseaux de scolarisation.

Reformulant l'idéal d'égalité en un idéal de justice, la philosophie sociale anglo-saxonne préconise alors des « inégalités justes » dans le cadre d'une discrimination positive visant à « donner plus à ceux qui ont moins », philosophie qui est à la source, en France, des ZEP (dont les difficultés tiennent davantage à une inadéquation de moyens qu'au choix d'une posture). Mais en révélant qu'à origine sociale égale, les filles réussissent sensiblement mieux que les garçons, on retombe sur l'incapacité de l'école à éradiquer les inégalités. Et là, en pleine mode des « retours », les philosophes s'immiscent à la controverse en prônant effort dans l'exercice et notation scolaire comme conditions d'instruction de la seule « vraie culture » des « grandes créations de l'esprit ». À la suite de Finkielkraut, dédaignant les sciences sociales, les contempteurs des « pédagogistes » font échouer la discussion sur les rivages d'un rêve de restauration élitiste par la « pensée ». La réplique fuse des propositions de formation à un nouvel humanisme, loin des *corpus* classiques caducs, par les « connaissances d'appel »

Touche pas à mon école!

nécessaires à tous pour agir sur le monde (Domenach, 1989...).

BAISSE DU NIVEAU OU AUGMENTATION DES EFFECTIFS?

Indéniablement, l'accès des élèves d'origine populaire à l'enseignement secondaire, voire supérieur, constitue un phénomène nouveau. Or les statistiques de l'INSEE française par exemple, estiment à 30% de la population active la part des positions favorisées dans le monde du travail (cadres supérieurs et moyens). Donc, tant qu'un tiers d'une génération est admis au baccalauréat, le système reste garant d'une promesse fiable de démocratisation des études. Avec 60 ou 80% d'admis, la massification, tout en entraînant une incontestable élévation du niveau de compétence de la population, accroît la concurrence pour l'obtention de telles positions, donc la sélection, par conséquent l'impression de baisse de niveau.

Selon François Dubet et Marie Duru-Bellat qui ont étudié la question pour le tournant du XXI^e siècle, « au total, sur la longue période, le niveau monte », mais sans que les acteurs de l'école n'en aient conscience puisqu'une telle hausse coïncide avec un allongement de la scolarité. Il est aussi certain que la notion d'échec scolaire a acquis une visibilité nouvelle. Lorsque l'école était organisée entre un ordre secondaire promis à une petite minorité d'« héritiers » et un ordre primaire réservé à la grande masse, personne ne trouvait révoltant qu'un enfant de milieu populaire s'en tienne à quelques années de scolarité et en ressorte avec ce que le PISA actuel déterminerait comme le niveau 1 ou 2 de compréhension en lecture sur 6. Ce n'est qu'une

fois ces deux mondes réunis, à partir des années 1960, qu'une baisse de niveau généralisée est spontanément imputée aux « déclassés », élèves de milieu social modeste, véritables proscrits coupables par dessus le marché de la dépréciation du magistère scolaire et de l'autorité magistrale. On touche ici à l'expression d'un refus foncier de la démocratisation du secondaire.

LES NOSTALGIES TROMPEUSES SONT MAUVAISES CONSEILLÈRES

Ainsi, en réaction à la secondarisation de masse, apparaît une « thérapeutique de la sélection réglant le problème de certains professeurs, mais nullement celui des élèves », observe Prost. Des professeurs légitimant la supériorité des élèves qui leur ressemblent et éliminant les autres par nostalgie d'une époque où ils pensent avoir été meilleurs qu'eux, oubliant que les notions qu'ils enseignent figuraient jadis dans des programmes dont personne ne s'est jamais demandé qui parvenait à les suivre vraiment. En même temps, la sélection, si elle constitue des classes où le professeur pense qu'il n'a qu'à enseigner, affaiblit le niveau de celles qui sont privées des élèves les plus dynamiques et où même l'enseignement transmissif ne suffit plus. Les professeurs de philosophie, notamment, en font l'amère expérience, poursuit Prost. Certains s'en consolent « en tirant de leur échec professionnel des succès de librairie ». Le pire conclut l'auteur de *Éloge des pédagogues* est que cette sélection par « technique de harcèlement » accumulant les notes pour fonder arbitrairement une décision « d'orientation », ne réussit même pas à éliminer les élites « à la réflexion courte ». Mieux vaudrait des élites plus

étouffées mais sachant maîtriser la complexité d'un dossier réel.

UN NIVEAU JAMAIS À LA HAUTEUR DES ESPOIRS

Que tirer des recherches portant sur l'évolution des niveaux scolaires? Sans doute que le niveau est toujours modifiable, qu'il n'est jamais à la hauteur des espoirs et qu'il n'a jamais été si haut, dans le passé, qu'on le croit. Si le PISA montre qu'un élève sur cinq est en grande difficulté de compréhension en lecture, cela signifie qu'on peut faire mieux, non pas que c'était mieux. Autrefois, on mesurait par exemple le niveau d'écriture sur la simple capacité à signer, ce qui laissait croire que pratiquement tout le monde savait rédiger! Autre exemple, on assiste (en France en tous cas) à une chute des résultats dans la maîtrise des points critiques de l'orthographe, tels les formes des verbes du premier groupe, selon les dernières recherches conduites par Danièle Manesse et André Chervel (publication attendue pour fin 2006). Pourtant, ni l'efficacité des procédés traditionnels, ni celle des méthodes dites nouvelles n'ont jamais été vraiment démontrées, chacun attribuant à l'une ou à l'autre ce qu'il faut bien appeler une portée magique. Les changements structurels de la société commandent ce genre de mutation bien plus que tel ou tel exercice tiré d'une discipline scolaire. Quel adolescent tient encore les chinoïseries du français comme un usage porteur de sens pour s'exprimer spontanément? Fonder sur une croyance la conviction que la pédagogie est responsable d'une baisse insaisissable constitue une fable qui masque quoi? Probablement la chimère d'une renaissance élitiste: il est tellement plus confortable de n'enseigner qu'à ceux qui me comprennent du premier coup. ■

... 2 × non le 24 septembre

Ni la peste, ni le choléra : deux fois « non » !

PHILIPPE PERRENOUD – UNIVERSITÉ DE GENÈVE, FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION.

9

Pour une fois, il est constructif de dire « non ». « Non » à l'initiative. Et « non » au contre-projet du Grand Conseil, encore pire. Les parents ont trois raisons de dire deux fois « non » : Refuser d'être pris en otages. Refuser la confusion entre évaluation, notes et moyennes. Refuser de jouer les parents les uns contre les autres.

REFUSER D'ÊTRE PRIS EN OTAGES

Ce qui se passe est extrêmement malsain. Le DIP a construit une réforme progressivement, 30 écoles et 400 enseignants y ont travaillé de 1994 à 1999 et en ont expérimenté divers aspects. Cette réforme a reçu le soutien du GAPP et de l'association des enseignants, la Société pédagogique genevoise (SPG). Sans doute est-ce la raison pour laquelle le DIP n'a pas jugé bon de proposer un projet de loi. Cette erreur, ajoutée à une mise en place un peu lente de la rénovation, a laissé le champ libre aux adversaires, parmi lesquels une majorité d'enseignants du secondaire ! Ils ont créé l'association Refaire l'école (ARLE) qui a lancé une initiative populaire réclamant le maintien des notes et des degrés et leur inscription dans la loi. Cette initiative a récolté 28000 signatures - c'est beaucoup - en misant sur la peur. C'est un vieux schéma de

la droite et de l'extrême-droite : en appeler aux inquiétudes des gens, sans craindre de simplifier, de caricaturer, de déformer.

Le DIP et le Conseil d'État ont proposé un contre-projet maintenant les axes principaux de la réforme, mais faisant plusieurs concessions importantes : des cycles de 2 ans plutôt que de 4 ans, des notes maintenues, mais pas calculées comme des moyennes annuelles. Ce contre-projet a été élaboré en étroite collaboration avec le GAPP et la SPG.

Le Grand Conseil a balayé ce contre-projet, pour lui en substituer un autre, encore plus conservateur que l'initiative. Deux raisons principales : le Grand Conseil n'avait pas été associé à la rénovation, il prend en quelque sorte sa revanche ; et l'Entente, majoritaire, veut donner une leçon au chef du DIP et lui montrer qui commande à Genève.

Tout cela est aussi légal que consternant. Les parents sont pris en otages : on prétend défendre les intérêts de leurs enfants, mais on ne fait aucun cas du soutien du GAPP à la rénovation. On rajoute dans la surenchère conservatrice. Tout juste si on ne rétablit pas les blouses grises, les coups de règles sur les doigts, l'apprentissage par cœur et la dictée avec 3 fautes = zéro.

Si bien que les électeurs ont le choix entre deux textes rétrogrades, que des nuances séparent, mais qui disent en gros la même chose : ne changeons pas l'école, elle va bien ! Ce qui est faux : l'école n'est pas efficace pour tous les élèves, 20% en sortent brouillés avec la lecture et l'écrit, comme l'enquête PISA l'a démontré une fois encore. C'est l'effet des réformes, disent les conservateurs. Mensonge plus grand qu'une maison : la rénovation n'est pas entièrement réalisée et elle n'est en tout cas pas responsable des résultats d'adolescents qui ont suivi leur scolarité primaire avec des degrés et des notes !

La vérité, c'est que la rénovation a l'ambition de rendre l'école plus efficace. Il n'est pas sûr qu'elle y arrive, tant les obstacles sont impor-

Touche pas à mon école!

tants. Il est certain en revanche que rien ne sera amélioré si l'école ne change pas dans le sens proposé par la rénovation: des cycles, une évaluation formative, une pédagogie plus différenciée.

REFUSER LA CONFUSION ENTRE ÉVALUATION, NOTES ET MOYENNES

Tous les parents souhaitent la réussite de leurs enfants. Elle n'est jamais certaine. Pour peindre le diable sur la muraille, il suffit de leur dire:

- Que le niveau va baisser, que les exigences diminuent.
- Que l'autorité s'effondre, que l'enfant-roi va dicter sa loi.
- Que sans notes, on ne sait plus ce qu'ils apprennent.
- Qu'il faut revenir aux valeurs sûres de l'école d'antan, qui ont fait leurs preuves.

- Que tout cela se fait sous l'influence de chercheurs qui n'ont pas les pieds sur terre.

Tout cela est faux. Il faudrait des pages pour réfuter les arguments simplistes, je me limiterai à trois aspects.

LE NIVEAU NE BAISSÉ PAS

Il n'y a jamais eu dans l'histoire autant de gens instruits, de gens qui savent lire, écrire, compter, raisonner et tant d'autres choses. Le problème n'est pas là, même s'il est bien réel: la formation n'est pas à la hauteur des enjeux.

L'évolution de la société exige de tous un niveau de formation plus élevé. Pensons aux technologies nouvelles, au métissage de cultures, aux transformations accélérées du travail, à la mondialisation, au

chômage structurel, à la mobilité et à l'apprentissage tout au long de la vie, au contrôle des naissances, aux nouveaux risques pour la santé (pollution, épidémies mondiales, couche d'ozone), à la complexité des démocraties modernes, à l'évolution des médias et d'Internet, etc. On ne peut plus vivre tranquillement avec des exclus. Exclure l'exclusion culturelle, donc sociale et économique, est une priorité croissante.

Par ailleurs, il demeure de fortes inégalités sociales devant l'école. La démocratisation des études s'est arrêtée aux portes de classes populaires. Ce sont principalement leurs enfants qui échouent à l'école ou la quittent avant l'heure.

Les « antipédagogues » se proclament « républicains » soucieux d'égalité, mais ils plaident pour une école de l'exclusion.

10

Trois questions à une maman d'élève

2 projets qui laissent perplexe

SOPHIE SCHELL – MAMAN D'UN ÉLÈVE EN 4P À L'ÉCOLE DU MAIL (QUARTIER DE LA JONCTION)

Bonjour Sophie, vous êtes maman d'un élève de 4P à l'école du Mail. En tant que parent d'élève, que pensez-vous des projets qui vont être soumis aux votations de septembre?

— Je suis perplexe! Pour moi ce ne sont pas de vrais projets pédagogiques: ils manquent tous les deux de profondeur, de réflexion, et de vision.

Le projet de l'ARLE est complètement décalé dans le temps, rétrograde: il ne permet pas de préparer les enfants

à évoluer et prendre une place dans le monde actuel. Le monde est un environnement qui fourmille, bouge très vite, dans toutes les directions, on a besoin d'une grande capacité d'adaptation. C'est important de préparer les enfants à évoluer dans ce type d'environnement, de les aider à se construire pour qu'ils soient capables de construire leur vie en fonction de leurs ressources, et pas en fonction de normes pré-définies.

Le projet des partis de l'Entente et de l'UDC n'est pas meilleur, bien que différent. Il n'y a pas de vraie

réflexion pédagogique, c'est juste une tactique politique, qui utilise le thème porteur « Note ou pas Note » pour se positionner.

Justement, Note ou pas Note, quel est votre avis sur l'évaluation des élèves?

— Mon fils n'a jamais été dans une école en rénovation, et j'ai longtemps pensé que les notes étaient vraiment la meilleure façon de transcrire une évaluation. Cela me semblait tout simplement plus logique, et... on avait toujours fait comme cela! Les débats générés par la Rénovation

... 2 × non le 24 septembre

ÉVALUER, CE N'EST PAS NOTER

On ne peut pas faire réussir tout le monde sans faire régulièrement des bilans, pour intervenir à temps si la progression n'est pas satisfaisante. Évaluer est la clé d'une pédagogie différenciée, qui propose à chacun des tâches adaptées pour optimiser ses apprentissages.

Les notes donnent peu d'information. Supposez que, souffrant et inquiet, vous alliez consulter votre médecin et qu'il vous dise: «Vous avez 4», Certes, 4 sur 6, c'est mieux que 2, mais c'est un peu court. Vous voulez un diagnostic précis: genre de pathologie, degré de gravité, indications thérapeutiques. L'évaluation formative, c'est un diagnostic précis des acquis et des difficultés d'apprentissage.

Il y a cependant un vrai problème: les parents veulent, pour la plupart, une information simplifiée. Ils n'ont pas besoin d'en savoir autant que les enseignants, ni même que les élèves. Ils veulent savoir si ça va et dans le cas contraire, si c'est grave, ce qui se passe et ce qu'on peut faire.

Un code chiffré a le mérite de la simplicité apparente et la force de la coutume. Le DIP a rétabli la note, mais comme un score global, indiquant le degré de maîtrise d'une partie du programme en fin d'année scolaire ou de cycle. Ce retour au code chiffré ne fait pas l'unanimité de ceux qui plaident pour une évaluation formative. Il ne satisfait pas non plus ceux qui veulent le retour aux épreuves notées, aux «bonnes» qu'on enlève, aux moyennes calculées au dixième voire au centième.

Noter en fin d'année et de cycle l'atteinte des objectifs, et dans l'intervalle informer les parents, c'est un compromis acceptable. Il est en vigueur, alors qu'initiative et contre-projet veulent nous faire revenir à l'épicerie d'antan.

IL N'Y A PAS D'APPRENTIS-SORCIERS

Genève est un haut lieu de la recherche en éducation, depuis un siècle. On comprendrait mal que le système éducatif n'associe pas les chercheurs à la conception, au pilotage et à l'évaluation des réformes. Ceux du Service de la recherche en éducation du DIP comme ceux de l'université.

La recherche n'a pas réponse à tout, mais elle ne mérite pas le mépris arrogant des conservateurs, ceux qui encensent le savoir en général, mais

II

m'ont permis d'appréhender d'autres points de vue, et je dois dire que grâce aux discussions que j'ai eues avec des parents dont les enfants recevaient une évaluation sans note, et des enseignants, j'ai compris toute la valeur ajoutée de l'évaluation formative. C'est un mode d'évaluation beaucoup plus complet qu'une note.

Mais ce n'est pas si facile de l'intégrer et je comprends certains parents qui peuvent être «rassurés» par la note. Et à ce titre, je trouve très bien le compromis en vigueur actuellement, qui met l'accent sur l'évaluation formative, tout en ajoutant une note, reflétant l'évaluation formative.

Vous évoquez le «compromis en vigueur actuellement», qu'en pensez-vous?

— A mon sens il est excellent mais je suis atterrée par le gâchis... Les

premières écoles sont entrées en Rénovation il y a environ 12 ans, je crois, faisant suite à un important travail de réflexion. L'initiative ARLE, en contestant cette Rénovation, a généré une réflexion complémentaire, de tous. Un énorme travail a alors été mené avec tous les partenaires, pour aboutir au système actuel. Les réflexions et le travail fournis sont considérables, et ce qui me semble particulièrement important, tous les acteurs ont participé à la définition du système actuel, qui à mon sens est excellent, car il concilie l'esprit de la rénovation, en intégrant des aménagements (comme la durée des cycles, l'évaluation, etc) pour correspondre aux attentes du plus grand nombre. Je trouve dommage qu'un tel travail de réflexion et de concertation très large, dont le résultat est plus qu'honorable soit remis en cause.

Et rendez-vous compte: un ami de mon fils a commencé sa scolarité dans une école à l'enseignement «traditionnel». Cette école est ensuite entrée en Rénovation. Ceci a duré une année jusqu'à ce que le système actuel soit mis en place. Cela veut dire que cet enfant – et les enseignants – ont travaillé selon deux méthodes très différentes, (je ne dirais pas 3 car la Rénovation et le système actuel sont proches) et qu'ils vont devoir encore s'adapter à un nouveau mode de fonctionnement (fondamentalement différent, cette fois) si l'un ou l'autre des projets (Projet Arle ou Projet Entente UDC) est retenu! C'est tout de même aberrant!

C'est désolant pour les enfants, pour les enseignants, pour tous les gens qui ont participé à la définition et à la mise en place du système actuel. ●

Touche pas à mon école!

le dénigrent lorsqu'il contrarie leurs intérêts et leurs convictions.

Vous avez sans doute entendu dire que la rénovation est imposée aux parents et aux enseignants par quelques experts aussi irresponsables que tout-puissants, experts qui ont la tête dans les nuages et ne démontent pas de leurs utopies. C'est un des gros mensonges des conservateurs. Les chercheurs ont participé à un processus négocié, parmi beaucoup d'autres acteurs, les cadres, les formateurs, mais aussi les associations. Leur prêter une influence occulte insulte à tous ceux qui défendent la rénovation, aux associations d'enseignants et de parents, à l'administration scolaire, aux citoyens qui veulent que l'école change.

Comme si les gens étaient incapables de réfléchir. Mépris pour les citoyens et mépris pour l'école qui les a formés, avant la rénovation. Seuls des couillons peuvent voter contre moi, a dit Berlusconi. Ici,

le langage est plus châtié, mais le discours est le même: si vous êtes pour la rénovation, c'est que vous êtes manipulé par la mafia des pédagogues. N'en doutez pas: le chercheur qui signe cet article a hypnotisé le rédacteur du Bulletin du GAPP pour l'obliger à le publier. Le GAPP est sous influence!

REFUSER DE JOUER LES PARENTS LES UNS CONTRE LES AUTRES

Être parent, c'est penser d'abord à son ou à ses enfants. Normal. Au point qu'on décrit fréquemment les parents comme des « consommateurs d'école », à l'affût du bon maître, de la bonne école, de la bonne orientation.

Être parent, c'est aussi être citoyen et avoir une certaine conscience de l'intérêt général. Et savoir qu'une société équitable est une société plus vivable pour tous. L'exclusion nourrit la déviance, la violence, la peur des nantis et le désespoir des marginaux. La France nous a offert, il y a quelques mois, le spectacle du désespoir et la rage des banlieues, plus récemment de la fracture entre les jeunes et le pouvoir. Il serait fou de se croire à l'abri de telles crises sous prétexte que nos villes sont plus petites et notre niveau de vie un peu plus élevé.

L'école reste le meilleur creuset de la démocratie, à la condition qu'elle éduque à la citoyenneté et qu'elle donne à tous les moyens d'une vie acceptable.

Soyons clairs: l'école est efficace pour les enfants des milieux favorisés et d'une bonne partie des classes moyennes. Comme consommateurs d'école, ces parents n'ont pas besoin des réformes, leurs enfants ont de bonnes notes et aiment les notes, ils progressent de toute manière, que l'école soit organisée en degrés

et en cycles, ils vont vers les études longues que le cycle d'orientation soit structuré en sections, en niveaux ou en classes hétérogènes. Les réformes ne sont pas faites pour les bons élèves, mais pour ceux qui pourraient bénéficier d'une école plus efficace pour eux.

S'opposer au changement parce que tout va bien pour vous, c'est un premier mouvement compréhensible. Vouloir ne rien changer à un système qui vous convient et profite à vos enfants paraît logique. Pour admettre que c'est un mauvais calcul, il faut comprendre qu'espérer tirer son épingle du jeu dans un système inégalitaire est une tactique individualiste à courte vue. À quoi sert-il que mes enfants soient nantis s'ils doivent se barricader toute leur vie pour se protéger de la colère des exclus? Ce qui se joue au niveau de la planète se joue à l'intérieur des sociétés développées.

Tout le monde admet la solidarité fiscale, parfois avec un sourire jaune. La solidarité scolaire est tout aussi importante.

DEUX FOIS NON, C'EST POSITIF!

Heureusement, la démocratie directe autorise à voter deux fois contre: refus de l'initiative et refus du contre-projet. Va-t-on alors vers un vide législatif? Pas du tout: la loi en vigueur demeure. Le DIP a déjà, par voie réglementaire, fait un grand pas à la rencontre des adversaires de la rénovation. Ce pas est largement suffisant. Leur maximalisme montre qu'ils ne cherchent pas le bien de l'école, mais une victoire, une démonstration de force.

Donc: deux fois non! ●

SOCIOLOGUE, PROFESSEUR À
L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE,
PHILIPPE PERRENOUD A PARTICIPÉ À LA
PHASE INITIALE DE LA RÉNOVATION.

PUBLICITÉ

... 2 × non le 24 septembre

Pourquoi la Genève internationale ne parvient-elle pas à apprendre des meilleurs ?

MONICA GATHER THURLER, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

13

Pour une école à la hauteur des enjeux de demain mais certainement pas avec les méthodes pédagogiques d'hier. Aller au bout de la réforme du système scolaire, d'autres pays l'ont fait, pourquoi pas nous ?

Il serait intéressant d'imaginer comment les historiens de l'éducation décortiqueront d'ici un certain temps ce qui s'est passé durant les dix années que vient de vivre l'école primaire genevoise depuis la mise en place de sa Rénovation. Peut-être seront-ils de l'avis qu'il s'est agi d'un projet, certes généreux et visionnaire, mais irréaliste au vu de l'état des représentations, convictions et des priorités du moment. Peut-être évoqueront-ils la malheureuse collusion entre volonté réformatrice et période de vaches maigres, peut-être décriront-ils l'incapacité des acteurs impliqués (politique, chercheurs, cadres, professionnels, parents, citoyens au sens large) à se parler, comprendre, enfin à développer de nouvelles visions. Et sans doute concluront-ils que les débats stériles ont abouti au

maintien d'un système et d'une forme scolaires que toutes les recherches et d'autres systèmes plus avisés ont déclaré obsolète depuis des décennies.

Dans le cadre de cette contribution, je vais tenter de montrer que :

- la « forme scolaire » que souhaitent maintenir les défenseurs des contreprojets ignore activement les transformations socioculturelles, économiques et technologiques qui marquent notre société du XXI^e siècle ;
- nous avons actuellement pris vingt à quarante ans de retard dans le domaine des réformes scolaires nécessaires si nous comparons Genève à des pays comme le Canada ou la Finlande – réalités pourtant savamment obscurcies par les opposants de la Rénovation ne se gênant pas, par ailleurs pour faire

une utilisation tout à fait opportuniste des résultats des enquêtes internationales (PISA, etc.) quand cela les arrange ;

- faire vraiment évoluer notre école genevoise signifie apprendre à vivre avec les dilemmes et paradoxes de notre temps au lieu de vouloir les éliminer avec des solutions simplistes, avec des « Yaka » et des solutions dépassées.

NOTRE ÉCOLE ACTUELLE : UNE ÉCOLE DÉPASSÉE

La forme scolaire qui prédomine encore aujourd'hui dans la plupart de nos systèmes scolaires (classes par degré avec des objectifs identiques pour tous, organisation rigide des espaces-temps, centration sur la transmission des savoirs) date du milieu du XIX^e siècle. Elle a été instituée dans le but d'assurer la transition vers une société industrielle, qui imposait une école obligatoire pour tous, capable d'éduquer et d'instruire des futurs adultes pour qu'ils puissent faire face aux exigences

Touche pas à mon école!

futures du monde économique. Or, depuis les années 1960 nous savons pertinemment qu'elle ne fait que renforcer l'échec scolaire au lieu de le combattre. Et nous savons aussi qu'il s'agit désormais d'inventer des formes d'organisation qui permettent de mieux individualiser les parcours de formation, d'apporter à chaque élève l'aide nécessaire pour qu'il puisse atteindre les objectifs d'apprentissage visés dans les plans d'études. Car à tout moment, l'hétérogénéité entre les enfants d'une même catégorie d'âge est immense. Le niveau de développement d'enfants de sept ans peut ainsi varier de plus ou moins d'un an et demi. À leur entrée à l'école primaire, certains enfants savent déjà lire, d'autres ne l'apprendront qu'à la fin de la première ou au cours de la deuxième année, d'autres encore plus tard, selon leur histoire familiale et personnelle, selon les occasions qui leur auront été offertes pour développer cette compétence, pour en saisir l'utilité, pour l'exercer dans un contexte stimulant et rempli de sens. Cette hétérogénéité ne fera que croître tout au long du développement, elle va vers trente-six mois pour les jeunes de treize ans et se renforce encore par le fait que chacun des domaines de développement évolue différemment pour chacun d'eux.

S'ADAPTER À DE NOUVELLES EXIGENCES

En même temps, les besoins sociaux et par conséquent les exigences en matière d'acquisition de savoirs et de compétences ne cessent d'évoluer. D'ici peu et quoi qu'en pensent certains, une belle calligraphie n'aura plus la même valeur qu'autrefois. À sa place, il sera important de savoir écrire

rapidement, correctement et en prenant en compte la personne ou le public auquel on s'adresse à l'aide d'un ordinateur personnel, de savoir utiliser un programme de traitement de texte, se servir de l'email et d'autres techniques de transmission de l'information. L'habituelle automatisation de certains apprentissages de l'écrit ou du calcul – tels que par exemple la dictée ou le bachotage par cœur de la table de multiplication à laquelle souhaitent revenir certains pourfendeurs de l'école traditionnelle – est aujourd'hui en perte de vitesse. Elle se fait progressivement dépasser par d'autres objectifs et méthodes, par de nouvelles approches didactiques et pédagogiques qui visent un seul but essentiel: aider les enfants à développer les savoirs et les compétences nécessaires pour pouvoir affronter le monde de demain. Déjà à l'heure actuelle, le vendeur moderne, la spécialiste en droit international, le médecin oncologue ne se caractérisent plus par leur rapidité en calcul mental, mais par la manière dont ils parviennent à prendre en compte les besoins et à s'adapter aux modes de communication de celles et ceux qui se trouveront en face d'eux: clients, partenaires économiques, patients.

En tant qu'adultes – travailleurs, parents, enseignants, chercheurs, décideurs, citoyens - nous restons en même temps profondément marqués par notre passé scolaire, même s'il ne nous rappelle pas toujours de bons souvenirs. Et nous avons de la peine à comprendre que l'école ne restera pas la même que celle que nous avons connue, que les savoirs scolaires ne seront plus à eux seuls une garantie pour une future réussite professionnelle et sociale. Dans le passé, la formation et le savoir qu'elle permettait de construire, étaient précieux parce

qu'ils étaient le monopole d'une minorité. Aujourd'hui, l'école est obligatoire et généralement gratuite, la formation et le savoir sont accessibles de partout. Mais dans la mesure où ils évolueront toujours plus rapidement, l'école sera contrainte à en transmettre moins, sa tâche principale consistera dorénavant à montrer aux élèves comment ils pourront accéder à ces savoirs et les utiliser de manière adéquate, les adapter, transformer, reconstruire selon leur contexte et besoin.

S'agit-il ici d'exigences trop idéalistes? Elles l'auraient sans doute été il y a cent ans, mais aujourd'hui elle sont d'un réalisme pur, car contrairement à la société industrielle, la société actuelle – dite « société de la connaissance » - exige des travailleurs qui savent penser et agir de manière autonome et créative, elle exige que l'école les forme dans ce sens. Les propositions pour la phase d'extension de la rénovation, rédigées par le groupe de pilotage en mars 1999, en collaboration avec le GAPP et la SPG, tenaient pleinement compte de ces nouvelles exigences. Le fait que leur mise en œuvre ait rencontré des oppositions tant du côté d'une partie de la population que d'une partie du politique met Genève dans une posture tout à fait surprenante et paradoxale si l'on considère les évolutions sur le plan international.

Certains agissent alors que d'autres ne font que reculer.

Pour illustrer le dynamisme de certains systèmes scolaires qui préfèrent agir au lieu de reculer devant les constats de leur inefficacité, je citerai brièvement deux exemples: le Durham Board of Education de la province Ontario et la Finlande.

14

... 2 × non le 24 septembre

LE DURHAM BOARD :
UNE EXCELLENCE
RECONNUE

En 1982, le Durham Board of Education de la province Ontario au Canada a eu la mauvaise surprise de se voir attribuer la dernière place lors des évaluations nationales. Ce fut le départ d'une réforme scolaire qui a duré une vingtaine d'années, subordonnée à deux grandes lignes directrices : « développement de la qualité de l'enseignement » et « apprentissage organisationnel ». Une série de mesures, incluant également les nouvelles technologies de l'information, furent élaborées en collaboration avec les chefs

d'établissement et les enseignants de l'une des régions, un réseau fut créé pour faciliter les liens entre l'administration centrale et les établissements scolaires. Ces derniers obtinrent une grande autonomie en termes d'organisation, gestion des ressources, définition des objectifs d'enseignement. En contrepartie, ils devaient rendre compte des moyens investis pour transformer les pratiques et parallèlement se soumettre à des évaluations externes mesurant le niveau de performance des élèves. En englobant, reconnaissant et en encourageant de nombreuses initiatives locales, il a été possible de sensiblement renforcer l'engagement des enseignants, parents et élèves. Aujourd'hui, le Durham

Board of Education est reconnu comme l'un des systèmes éducatifs les plus performants du Canada, il a obtenu des résultats excellents aux évaluations PISA. Les évaluations externes ont montré que plusieurs aspects lui ont permis de réussir là où de nombreux autres systèmes continuent à échouer :

- Premièrement, une approche résolument systémique, englobant l'ensemble des acteurs et institutions concernés, y compris la formation initiale et continue des enseignants. Les visiteurs se disent à chaque fois surpris par la culture commune que l'ensemble des acteurs est parvenue à développer au cours des années, par l'absence des rivalités qui

15

« Oui » à l'école d'aujourd'hui !

UN PARENT DE CORSIER

Actuellement, je trouve très important que l'évaluation tienne compte de l'évolution d'un enfant quand il est petit, et ne soit pas un amalgame facile et « bête » de notes (ou pire de moyenne). En effet, il suffit d'avoir plusieurs enfants pour s'apercevoir que les enfants petits ont des rythmes d'apprentissage TRÈS différents, qui diffèrent en plus selon les matières. Les obliger à atteindre tous les mêmes objectifs sur des délais annuels sous peine de doublage est contre-productif, voire destructeur du point de vue de l'estime de soi ; encore plus dans une école de village où les enfants qui doublent sont connus de tous les autres et étiquetés « ayant échoué ».

C'est vrai, ce système demande beaucoup plus d'investissement de la part des enseignants, pas trop d'élèves par classe, si possible, et ceci est contraire aux restrictions budgétaires actuelles.

Le partage de la scolarité de l'école primaire en cycles de 4 ans (1^E, 2^E, 1P, 2P), de deux ans (3P et 4P) + encore 2 ans (5P, 6P) laisse sans aucun doute plus de souplesse aux enseignants qu'avec des décisions de doublage éventuel chaque année. L'enfant évolue au sein d'un cycle et peut continuer à avancer tout en retravaillant les notions non acquises l'année précédente. Le redoublement devient exceptionnel et c'est mieux ainsi.

Le rythme de rencontres trois fois par an avec l'enseignant est équi-

bré ; il permet vraiment une bonne information aux parents, surtout lorsqu'il s'accompagne de la remise du livret et ne paraît pas trop lourd pour les enseignants.

Voilà quelques arguments qui me viennent en tête lorsque je pense à l'école de mes enfants. De plus, le système harmonisé mis en place lors de la rentrée scolaire de septembre dernier est le résultat d'une large consultation parents et enseignants, ce consensus est précieux et gage de réussite et d'évolution. Alors que les initiatives font surtout un jeu politique et prennent l'école en otage, ce qui me gêne profondément. Comme me gêne le fait de se référer à l'école de notre passé, alors que les élèves et la société à laquelle ils doivent s'adapter ont profondément changé. ●

Touche pas à mon école!

empêchent d'autres réformes d'aboutir.

- Deuxièmement, une approche fondée sur l'acceptation qu'il n'existe pas de « chablons » pour assurer le développement de la qualité. En d'autres termes: une confiance dans la responsabilité et dans les compétences des acteurs scolaires, qui a conduit les autorités politiques à déléguer aux établissements scolaires une autonomie pédagogique dont on ne peut que rêver à Genève, concernant notamment les modalités d'évaluation des élèves, le choix des méthodes didactiques etc.

LA FINLANDE : PREMIÈRE DANS LES ÉVALUATIONS PISA

Dans les années 1960 déjà, la Finlande (de même que d'autres pays scandinaves tels la Suède et la Norvège) a décidé de se donner les moyens d'atteindre deux objectifs de taille: assurer l'égalité des chances et de la démocratisation des études supérieures, tout en maintenant un même niveau d'excellence pour tous les élèves. Alors qu'aujourd'hui chacun trouve tout à fait « normal » que 70 % des jeunes concluent leurs études secondaires avec un baccalauréat, Genève se contente encore d'un 40 % alors que certains exigent même au nom de la qualité de la formation que ce maigre taux soit revu à la baisse, que l'on revienne à une sélection plus sévère... Voici en résumé quelques spécificités du système éducatif finlandais, concernant notamment l'école obligatoire.

MISE À DISPOSITION DES MÊMES RESSOURCES POUR TOUS LES ÉLÈVES

Cette exigence entraîne le refus

pur et simple de toute sélection, en termes de redoublement et d'orientation vers des filières différentes. L'école obligatoire unique va jusqu'à 16 ans et accueille pratiquement tous les élèves, seule une petite minorité fréquentant des classes spécialisées. Les Finlandais ont développé une culture de l'apprentissage qui accepte non seulement l'hétérogénéité dans tous les domaines mais l'exploite activement pour individualiser les parcours de formation. Car ils sont convaincus que l'investissement de la tâche - et par conséquent la volonté d'investir les efforts nécessaires dans le travail scolaire - dépendent de la confiance en soi des élèves, de la manière dont ils sont constamment confrontés à des situations d'apprentissage propices à leur développement. S'y ajoute une série d'éléments instaurés dans le but d'assurer une transition favorable entre vie familiale et scolaire: la journée scolaire est continue, ce qui facilite la vie aux familles dont les mères exercent une activité professionnelle; les équipes enseignantes accompagnent les élèves durant des cycles pluriannuels, représentant des « écoles à l'intérieur de l'école » et facilitant la vue d'ensemble, le suivi des apprentissages ainsi que la cohésion sociale; la coopération professionnelle entre enseignants est assurée, d'une part, par des cahiers des charges qui exigent leur présence dans le bâtiment au-delà de celle des élèves et, d'autre part, par l'aménagement des bâtiments qui offrent des lieux de travail agréablement et fonctionnellement aménagés; les élèves travaillent dans des groupes multi-âge recomposés selon les besoins, l'apprentissage est explicitement fondé sur l'interaction et l'entraide sociale plutôt que sur la rivalité et la concurrence; enfin, des élèves rencontrant des difficultés (dont également les élèves migrants

et requérants d'asile) ont droit à des programmes individuels qui sont régulièrement réadaptés à leurs besoins.

REFUS DE TESTS ET DE NOTES POUR AMÉLIORER L'APPRENTISSAGE

La croyance dans les notes est inexistante en Finlande. Les parents préfèrent des rapports plus circonstanciés, qui leur permettent de mieux comprendre la manière dont leurs enfants progressent ou, le cas échéant rencontrent des difficultés. En même temps, les classes finlandaises se soumettent régulièrement aux tests nationaux pour vérifier l'adéquation entre le niveau des élèves et la moyenne nationale. Ces tests n'entraînent pas de « namings & blamings » dans le sens d'une accusation des écoles moins performantes, mais sont utilisées par celles-ci pour se situer par rapport aux autres et pour développer, le cas échéant, les mesures de re-médiation nécessaires.

Je pourrais encore ajouter d'autres aspects tels que la décentralisation, l'autonomie des écoles, les efforts investis pour assurer le développement professionnel des enseignants (le master exigé pour le primaire!), mais je vais m'arrêter là. En notant toutefois qu'il peut paraître étonnant d'entendre les opposants de la Rénovation - ARLE et parti radical confondus - la rendre responsable des piètres résultats des élèves genevois aux évaluations PISA, alors que ses objectifs sont non seulement extrêmement proches de ceux de l'école finlandaise, mais correspondent en outre aux caractéristiques d'une école « efficace » décrites par les recherches en sciences de l'éducation depuis ces dernières 40 années,

16

... 2 × non le 24 septembre

qui ont également servi de base de référence aux réformes des systèmes scolaires qui emportent actuellement le palmarès dans les évaluations internationales ! Avec la différence que ceux-ci ont choisi d'agir et d'aller au bout des difficultés au lieu de reculer devant les premiers obstacles.

LES CARACTÉRISTIQUES D'UNE « ÉCOLE EFFICACE »

Bien entendu, les représentations d'une « bonne école » sont très diverses – et souvent contradictoires. La recherche a cependant pu définir depuis plusieurs décennies une série de critères généralement reconnus et validés, dont les suivants :

- Une volonté partagée - fondée sur le postulat de l'éducabilité - d'amener *tous* les élèves à un niveau élevé de performance.
- Une culture scolaire spécifique, orientant le travail dans tous les domaines, disciplines et classes.
- Une organisation flexible et négociable, recomposée en fonction des besoins, des initiatives, des problèmes.
- Une coopération professionnelle entre les enseignants et entre ceux-ci et la direction.
- Un consensus fort en matière didactique et pédagogique au sein d'une équipe enseignante stable, qui ne cesse de se former.
- Une direction scolaire disposée et capable de piloter l'école dans le sens d'un « leadership » distribué et durable.
- Une exploitation efficace de toutes les ressources à disposition.
- Des critères partagés de qualité qui sont régulièrement soumis à l'autoévaluation des partenaires concernés.

APPRENDRE À VIVRE AVEC LES DILEMMES ET PARADOXES DE NOTRE TEMPS

Au gré des controverses stériles entre défenseurs et opposants de la Rénovation, la rhétorique vide et paradoxale qui caractérise les discours n'est pas surprenante. Elle s'explique certes : l'impossibilité de mener un débat neutre, détaché et plus ou moins unique dans un domaine qui est marqué par sa complexité, par l'inexistence de certitudes absolues, par la tendance à remplacer une analyse avertie par des discours persistant dans le sens commun, enfin par toutes les exigences contradictoires qu'impose notre société pluriculturelle à la formation et à l'école, effrayer, s'appuyer sur des théories et des concepts qui ne plaisent pas à tout le monde, défendre des réalités qui ne seront vécues ni décrites de la même manière par chacun.

Face à cette diversité et complexité de nos temps modernes, il est important que les systèmes éducatifs ne prennent pas de mesures insuffisantes, inefficaces, parce que trop simples au regard des multiples niveaux d'interaction, d'imbrication et d'interdépendance qui composent le système d'action que représente l'école actuelle. Tout s'y tient : la régulation du travail des élèves, de leurs engagements et de leurs apprentissages ; les temporalités dans lesquelles l'action pédagogique est conçue ; l'orientation des savoirs, des convictions et des pratiques pédagogiques ; la division du travail entre les professionnels et ses régulations ; leurs rapports aux divers groupes de parents ; le changement des structures de l'inégalité dans une société en crise, etc. Dans ces conditions,

toute solution simple, du genre « Yaka », est vouée à l'échec.

La complexité des systèmes éducatifs – et les paradoxes, dilemmes et antinomie qui en déroulent – excluent en effet toute démarche simplificatrice, qui pourrait inciter à isoler certaines composantes du système (l'évaluation, le programme, l'architecture, le cahier des charges) dans l'espoir de les modifier sans toucher au reste. Celles et ceux qui n'acceptent pas d'affronter cette complexité feraient mieux de s'abstenir, car ils risquent d'ignorer la réalité de l'enseignement et de l'apprentissage au quotidien. La seule alternative possible consiste par contre à cesser de se voiler la face et à considérer cette complexité comme un véritable défi, à oser des solutions qui sont à sa hauteur. En se référant à Milan Kundera, Philippe Meirieu parlait en 1995 déjà de l'« insoutenable légèreté de la pédagogie » : *La planète avance dans le vide sans aucun maître, la voilà l'insoutenable légèreté de l'être (...) car en travaux pratiques de physique n'importe quel collégien peut faire une expérience pour vérifier l'exactitude d'une hypothèse scientifique mais l'homme, parce qu'il n'a qu'une vie, n'a aucune possibilité de vérifier l'hypothèse par l'expérience de sorte qu'il ne saura jamais s'il a eu tort ou raison d'obéir à la prescription.*

C'est bien pour cette raison que je voterai 2x non : pour laisser une chance à l'École primaire genevoise d'aller au bout de sa Rénovation sans perdre encore une fois des dizaines d'années. Et pour lui permettre de faire la démonstration d'une cohérence retrouvée, qui va, je l'espère, lui permettre de redevenir ce qu'elle a été pendant tant d'années : un phare en matière de développement scolaire, en Suisse, en Europe et ailleurs. ■

Touche pas à mon école!

Pas seulement un vote sur l'école

PIERRE VARCHER, POUR LA COORDINATION ENSEIGNEMENT

Le vote du 24 septembre, une votation isolée? Certainement pas, elle s'inscrit dans un processus, menant l'ensemble du système scolaire genevois vers une perspective réductrice et utilitariste. C'est donc la conception de la société, de l'enfant et de l'apprentissage qui se joue.

Selon une opinion de plus en plus répandue, le vote du 24 septembre prochain ne porterait que sur des épiphénomènes, notamment celui de la note comme mode d'évaluation des acquis des élèves. En prenant un peu de recul, on constate vite que l'enjeu de la votation est beaucoup plus fondamental: dire oui à l'initiative de l'ARLE ou au contreprojet, c'est permettre l'accélération de la mise en place d'un processus de restauration complète (au sens politique) du système scolaire, processus déjà en route à tous les niveaux:

Premier niveau, l'école primaire. Il s'agit de revenir à une école qui sélectionne année après année sur la base de mesures chiffrées, les notes, considérées comme absolument objectives. Que proposent l'ARLE et le contreprojet pour les élèves qui ne réussissent pas à atteindre les normes imposées? Rien, sinon le redoublement qui, par miracle, devrait permettre l'acquisition des savoirs exigés, comme si le rythme d'apprentissage était le seul obstacle rencontré par les élèves en difficultés. C'est justement la démonstration de l'inefficacité des redoublements qui a lancé l'école primaire genevoise à la recherche d'autres manières de procéder.

Deuxième niveau, le cycle d'orientation avec le retour des sections. C'est parce que cette structure est apparue comme de moins en moins pertinente pour conduire un maximum d'élèves vers les savoirs attendus en fin de scolarité obligatoire qu'elle a subi plusieurs adaptations. La petite sœur de l'ARLE, l'association REEL, a déjà déposé une initiative proposant de répartir les élèves, selon leurs résultats obtenus en 6^e primaire, en quatre niveaux d'observation en 7^e permettant de les aiguiller vers six sections cloisonnées en 8^e et 9^e. On retrouve là les sections latines, scientifiques, modernes, générale (technique et langues) et pratique. On sait pourtant que cette division en sections est devenue petit à petit anachronique, ce n'est donc pas en revenant au système qui convenait au milieu du 20^e siècle qu'on va recréer des possibilités de passage plus cohérentes.

Troisième niveau, le post obligatoire. Un système remodelé caractérisé par:

- un collègue menant à la Maturité en trois ans au lieu des quatre actuels, ce qui garantit une sélection accrue des élèves et des économies substantielles;
- une modification profonde de certaines écoles qui, jusqu'à ces dernières années, étaient articulées sur la sortie de

la 9^e du CO en offrant des débouchés à des élèves moins scolaires que ceux qui se destinaient aux études longues. Ces écoles relèvent leurs exigences d'entrée en première année afin de sélectionner des élèves suffisamment scolaires pour avoir une chance d'atteindre le niveau des Hautes Ecoles Supérieures. L'Ecole de Culture Générale offre un bon exemple de cette évolution, des élèves sortant de 9^e du CO, promus de niveau B, mais avec une moyenne jugée désormais insuffisante puisque inférieure à 4.8 trouvent peu de débouchés.

Quatrième niveau, le système tertiaire (universités et hautes écoles). Les nouvelles directives de Bologne ont deux buts principaux: agir sur les coûts et rendre ces études plus « professionnalisantes », c'est-à-dire mieux articulées aux demandes du marché du travail.

LA SÉLECTION POUR FAIRE MIEUX AVEC MOINS?

Les projets sur l'école primaire soumis au vote cet automne font donc bien partie d'une stratégie d'ensemble commune d'un certain nombre de partis politiques et d'associations. Leur conception de l'école repose sur un système de valeurs et sur des priorités politiques bien définies. Relevons-en deux pour clarifier les enjeux:

Critiquant le fameux slogan « l'élève au centre », les partisans de cette stratégie mettent « la recherche

18

... 2 x non le 24 septembre

L'APE des Eaux-Vives prend position

6 bonnes raisons de voter 2 x NON

1

NON, À UNE ÉCOLE FIGÉE DANS LA LOI.

Actuellement et depuis toujours, les modalités d'évaluation sont fixées dans le règlement de l'enseignement primaire. Ce qui laisse la possibilité d'actualiser les modalités d'évaluation selon l'évolution de la société.

L'initiative 121 et le contre-projet veulent fixer définitivement dans la loi, la note seule, comme modalité d'évaluation.

2

NON, À UNE ÉCOLE QUI RÉDUIT LA CONNAISSANCE À TROIS SAVOIRS DE BASE : ÉCRIRE, LIRE ET COMPTER.

Actuellement l'école apprend à écrire, lire, compter, argumenter, raisonner... Écrire, lire et compter ne suffisent plus. Argumenter, raisonner donnent vraiment accès à la citoyenneté dans un monde de plus en plus complexe, ces compétences ne sont pas subsidiaires, elles sont nécessaires. Réduire l'école aux trois savoirs de base, c'est écarter toutes dimensions culturelles pour ne fournir que quelques savoir-faire purement utilitaires. Acquérir des savoirs solides, le sens des responsabilités et de la solidarité sont les conditions d'une réelle égalité des chances qui donnent accès à l'autonomie, la formation et l'emploi.

3

NON, À UNE ÉCOLE SÉLECTIVE QUI N'OFFRE AUCUNE SOLUTION AUX ÉLÈVES EN ÉCHEC.

La seule solution proposée aux élèves en échec est le redoublement. Aucun autre moyen n'est mis en œuvre pour cerner leurs difficultés et tenter d'y remédier. C'est une mauvaise réponse aux carences scolaires en effet, il faut une réponse rapide aux échecs. Intervenir l'année d'après et répéter tout le cursus scolaire ne sert à rien. Actuellement, l'école propose des cycles de deux ans, qui permettent de mieux encadrer l'élève et de l'accompagner vers la promotion.

4

NON, À LA MOYENNE COMME UNIQUE MODALITÉ DE PROMOTION.

Actuellement l'école propose des notes accompagnées d'un commentaire explicatif. La note seule n'est pas fiable, la note n'a rien d'objectif. Une moyenne ne différencie pas un élève qui progresse d'un élève qui régresse. La note transmet un message, et ce message n'est pas clair parce qu'il ne dit pas ce qu'il faut faire.

5

NON, À L'EXCLUSION SOCIALE D'ENFANTS DE MOINS DE 12 ANS.

Par l'article 27C et D, le contre-projet exige la note 4 pour être promu et n'autorise le redoublement qu'une seule fois. Que fait-on des élèves qui ne sont pas promus et qui ont déjà redoublé une fois pendant le cursus primaire? Il s'agit en réalité de déscolariser de manière précoce, les jeunes dont on dira «qu'ils ne sont pas faits pour les études».

6

OUI, À UNE ÉCOLE QUI RENFORCE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LUTTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE.

Actuellement, l'école propose un système basé sur le travail en équipe des enseignants, favorise les liens parents-école et propose des cycles d'apprentissage de deux ans. Ce sont des moyens pédagogiques qui ont été institués pour renforcer l'égalité des chances et lutter contre l'échec scolaire comme la Loi sur l'Instruction Publique genevoise l'exige. L'initiative ARLE souhaite empêcher l'instauration de cycles d'apprentissage de deux ans. C'est pourtant grâce à eux que l'on parvient à cerner les difficultés des élèves et à y remédier. De fait, les initiants ne veulent pas renforcer le principe démocratique de l'égalité des chances. ■

d'efficacité du système scolaire» au centre de leurs préoccupations. Ce qui est prioritaire, c'est le moins d'Etat, ou le mieux d'Etat. Comme toute administration, l'école publique doit faire mieux avec

moins. Afin de vérifier la bonne utilisation des fonds publics, on instaure une gestion par les «outputs», parmi lesquels la note comme outil pertinent de mesure des performances de l'élève ne

peut être remis en cause. Il ne faut donc pas donner la possibilité au système scolaire d'évoluer vers des évaluations des acquis des élèves plus qualitatives, plus fines, permettant une meilleure

Touche pas à mon école!

communication avec les élèves et leurs parents. Le projet de l'ARLE et le contre-projet cherchent bien à stopper les quelques avancées effectuées en matière d'évaluation dans le cadre de la rénovation, avancées qui avaient pourtant recueilli les faveurs d'une grande majorité des parents des écoles concernées.

Toute l'école est organisée autour d'exigences liées à un critère prédominant, celui de l'employabilité des jeunes sortant du système scolaire. Ce qui prime, c'est répondre aux besoins d'une économie qui doit être performante et compétitive sur les marchés internationaux. Les écoles se doivent donc de « produire » une main d'œuvre efficace à l'esprit compétitif. Sont privilégiées des disciplines dites déterminantes, les langues, les mathématiques et le raisonnement scientifique. Celles-ci fondent l'essentiel des décisions d'échec à la fin d'une année et de sélection scolaire. Les autres

savoirs et compétences sont laissés à la marge : les sciences sociales et la citoyenneté (si importantes lorsque le lien social se distend et que les jeunes sont attirés par l'individualisme consumériste) ; les capacités créatrices et artistiques (centrales pour l'émancipation des individus) ; les ouvertures sur les différentes expressions culturelles (indispensables pour tous les élèves n'évoluant pas dans un milieu social privilégié) ; les capacités manuelles et celles que développent l'éducation physique. En insistant sur deux des trois disciplines dites déterminantes le projet de l'ARLE et le contre-projet s'inscrivent bien dans cette perspective d'employabilité et offrent à l'école genevoise une perspective réductrice et purement utilitariste.

Il importe alors surtout de former des jeunes qui pourront être très performants sur un marché du travail exigeant, notamment dans des économies très tertiariées

comme le sont devenues nos économies européennes. Comme il importe de le faire au moindre coût, il est nécessaire d'opérer le plus vite possible une sélection des meilleurs. Une école primaire qui écarte alors les plus lents et les moins performants s'avère tout à fait adéquate. Il faut permettre, ensuite, à cette élite de se séparer définitivement des autres par la création de sections. Et pour les élèves considérés comme les plus faibles, le système devrait assurer la maîtrise de connaissances justes suffisantes pour qu'ils puissent s'adapter à la flexibilité du marché de l'emploi pour les activités n'exigeant pas de formation particulière. Aujourd'hui, notons que la grande majorité des parents essaient d'éviter que leurs enfants subissent les effets de cette sélection précoce : la plupart des élèves se retrouvant en 7^e B au CO sont ceux dont la demande de dérogation présentée par leurs parents a été refusée... La sélection pour les autres, oui!

20

Feuille d'information n°1
Au-delà des notes
Pour une évaluation claire, juste et exigeante

Former sans exclure | <http://www.former-sans-exclure.org>

Ne vous demandez pas si les résultats valent 4.45 ou 4.6, mais si décidément cet élève en sait suffisamment ou non, et tranchez avec votre jugement et votre conscience plutôt qu'avec une table de multiplication et de division. | Léon Barbey, professeur à l'université de Fribourg, 1936

Ramener une réalité multidimensionnelle à un nombre est une trahison. Je ne comprends pas que l'on puisse s'y laisser aller par pure paresse intellectuelle. | Albert Jacquard, scientifique et humaniste, 2005

Deux choses sont avérées :

1. Dans n'importe quelle discipline, une progression des apprentissages notée 3, 4, 5 pour un élève et une régression notée 5, 4, 3 pour un autre aboutissent à la même moyenne générale de 4.
2. La suite des études ne se présente pas du tout de la même façon dans les deux situations. La moyenne arithmétique n'explique rien de ce qui réjouit ou inquiète, à savoir les forces et difficultés de l'élève face aux objectifs d'apprentissage du programme.

Si note il doit y avoir, qu'elle soit une communication synthétique traduisant le degré d'atteinte des objectifs attendus par l'école nécessitant explications, illustrations par d'autres moyens d'information comme un entretien, un dossier d'évaluation, un commentaire, un portfolio.

Intégrée à la complexité de l'acte éducatif, la note et ses ajouts sont alors des messages qui demandent à être exploités en connaissance de cause par les divers partenaires concernés.

La position de Former sans exclure

Tout au long de l'école obligatoire, l'effort doit porter sur les apprentissages et non sur la sélection. L'évaluation doit d'abord conduire les élèves vers des apprentissages exigeants, ensuite les informer, eux et leurs parents, de la progression vers les objectifs visés. Elle ne doit ni classer, ni marginaliser, ni surtout humilier. La note ne remplace pas la confiance. Il s'agit de clarifier et de renforcer en permanence les relations entre les professionnels de l'enseignement, leurs élèves et les parents.

Si note il y a, il convient donc de :

- ✓ **Dépasser le débat sur la note** pour se centrer sur les apprentissages de tous les enfants.
- ✓ Considérer la note comme un **moien de communication** simple du degré d'atteinte des objectifs d'apprentissage par l'élève.
- ✓ Centrer cette évaluation et l'information aux parents sur les **objectifs d'apprentissage fondamentaux**.
- ✓ Utiliser la note pour **situer l'élève par rapport aux attentes de l'école** et non par rapport à ses camarades.
- ✓ **Renoncer aux moyennes arithmétiques** au profit d'un bilan et d'un jugement professionnel argumentés.
- ✓ Garantir la clarté et l'équité de l'évaluation en s'appuyant sur la capacité des enseignants à **l'expliquer** et à **l'illustrer**.
- ✓ Fonder les décisions d'orientation, de promotion, non seulement sur les notes mais aussi sur **d'autres informations significatives**.

... 2 × non le 24 septembre

mais pas la sélection pour ses propres enfants !

UN DOUBLE NON POUR PLUS D'ÉGALITÉ ET DE JUSTICE SOCIALE

Insistons bien sur ce point: il n'y a aucune nécessité pédagogique qui exige de traiter les différences entre élèves par l'exclusion. Parmi les pays ayant obtenu les meilleurs résultats mondiaux aux tests PISA, nombre d'entre eux n'effectuent aucune mesure de redoublement ni de sélection avant la fin de la scolarité obligatoire. S'il est donc possible de gérer les différences tout en gardant tous les élèves dans le même groupe classe, le choix d'opérer ou non des redoublements sur la base de résultats annuels chiffrés ou de faire progresser les élèves selon des cycles d'études pluriannuels ne repose alors que sur des considérations éthiques et politiques : ce qui est en jeu et qui devient déterminant, c'est la

conception de la société, de l'enfant et de l'apprentissage.

Nous vivons une époque où les inégalités sociales se creusent, jetant de nombreuses familles dans une précarité certaine et laissant de plus en plus de jeunes désarçonnés, marginalisés. Une époque de migrations massives, lançant dans un monde occidental hyper développé des jeunes n'ayant bénéficié que d'une scolarité restreinte. Dans ces conditions, le défi actuel pour l'école est de permettre plus que jamais une meilleure socialisation de tous les jeunes par l'apprentissage de savoirs leur permettant de se construire une conscience de citoyen. Sur la question posée le 24 septembre, ce défi consiste à ne pas rester enfermé dans des pratiques d'évaluation des acquis des élèves reposant sur la croyance en une possibilité de mesure exacte et objective permettant de faire redoubler ceux qui sont déclarés les plus faibles. Il convient donc

de dire non à des propositions qui empêcheront longtemps l'école genevoise d'évoluer vers des pratiques d'évaluation permettant vraiment aux élèves - et à leurs parents - de comprendre ce qu'ils ont appris et ce qu'ils doivent encore apprendre. Il convient de dire non à une sélection scolaire précoce dont aucun parent et aucun grand-parent ne désirerait l'application pour ses propres enfants ou petits-enfants.

La votation du 24 septembre prochain n'offre pas au citoyen le choix entre deux systèmes de valeurs, elle ne lui donne que la possibilité de se déterminer entre deux variantes très proches et ancrées sur les mêmes fondements. Dès lors, l'alternative est simple : ou l'on adhère à ce système, ou on le rejette en bloc par un vigoureux double non. Mais ce double non nous engage néanmoins à remettre sans cesse l'ouvrage sur le métier pour que l'école genevoise tende vers davantage d'égalité et de justice sociale. ■

21

Feuille d'information n°2 Former sans exclure | <http://www.former-sans-exclure.org>

Redoubler : inefficace, voire néfaste

Reléguer pour mieux former n'est pas une bonne idée

La Finlande, le Canada ou le Japon nous montrent que les pays les plus performants sont aussi les plus égalitaires. Les élèves ont plaisir à apprendre, les relations avec les professeurs sont très bonnes, le climat est moins à la répression qu'à l'autodiscipline. Le redoublement est quasi inexistant, voire interdit, car considéré comme une facilité qui évite aux professeurs de prendre leurs responsabilités dans l'échec des élèves. | Direction de l'étude PISA, 2003

Ces faits sont avérés :

- Les cycles annuels sont arbitraires par rapport à la diversité et la complexité du développement des élèves ; ils n'apprennent pas tous la même chose au même rythme.
- La grande majorité des recherches sur le redoublement montrent que cette mesure est **au mieux inefficace, au pire néfaste**. Les élèves en difficulté scolaire – qu'ils doublent ou non – continuent de progresser. **Mais ceux qui ne doublent pas progressent davantage**. Plus grave : avec le temps, l'écart entre doublants et non-doublants se creusent en défaveur des doublants.
- Nombreux sont les élèves qui, suite à un redoublement, sont rongés par un sentiment d'incompétence. L'expérience du redoublement débouche fréquemment sur des phénomènes de résignation.
- Les élèves qui redoublent une fois redoublent très souvent une seconde fois, avant de grossir les rangs des abandons scolaires.
- Il est inutile et coûteux d'attendre la fin d'une année puis de la relaire entièrement. Une prise en charge précoce, intensive et ciblée est bien plus efficace.
- Les décisions de redoublement sont **arbitraires**, parce qu'elles dépendent beaucoup de la classe dans laquelle un élève est inscrit et de son enseignant-e. En effet, pour des performances identiques, un élève redoublera dans une classe et pas dans une autre.
- Les cantons allemandiques et le Tessin, les pays nordiques, le Portugal font beaucoup moins redoubler leurs élèves à l'école primaire qu'à Genève. **Ils prennent en charge les difficultés**, ce qui réduit les inégalités.
- Un élève genevois a quatre fois plus de risques de doubler à l'école primaire qu'un élève finlandais.

La position de Former sans exclure

Tout au long de l'école obligatoire, nous devons miser sur l'hétérogénéité des élèves comme un atout pour leur permettre d'acquérir les savoirs et développer leur appartenance à une communauté enrichie de ses différences.

Il ne s'agit pas de sélectionner les élus par quelque mécanisme que ce soit - classements, redoublements, filières hermétiques - mais de cibler les prises en charge pour faire progresser tout le monde, y compris et surtout les moins bons.

Pour permettre à tous les élèves d'accéder aux savoirs essentiels, il faut :

- ✓ **Renoncer au redoublement** à l'école primaire.
- ✓ Investir l'énergie et l'argent économisés dans des **appuis spécifiques** pour les élèves en difficulté scolaire.
- ✓ Aider les enseignants à encore mieux gérer des **classes hétérogènes** et des **cycles d'apprentissage** permettant de différencier.
- ✓ Favoriser chez les enseignants la capacité de diagnostiquer toujours plus finement l'origine des difficultés d'apprentissages de certains élèves
- ✓ Promouvoir des **projets pédagogiques** visant à augmenter constamment dans chaque école le nombre d'élèves atteignant des compétences élevées.
- ✓ **Accompagner et évaluer** ces projets dans le but de les transférer à des écoles rencontrant les mêmes besoins.
- ✓ **Cesser de croire** qu'en reléguant les élèves en difficulté, on lutte contre l'exclusion !

Touche pas à mon école!

L'exclusion est le problème, pas la solution!

COMITÉ « FORMER SANS EXCLURE »

Le comité de « Former sans exclure » invite la population genevoise à refuser l'initiative pour le maintien des notes à l'école primaire et le contreprojet du Grand Conseil pour au moins trois raisons. Premièrement, les projets entérinent l'échec au lieu de l'éviter: ils excluent une quantité importante d'élèves en les faisant redoubler plutôt qu'en intervenant rapidement, de manière différenciée et ciblée pour remédier à leurs difficultés. Deuxièmement, ils confondent la sélection et la formation:

ils nivellent les résultats en utilisant les notes et les moyennes de façon mécanique au lieu de mettre l'évaluation et le dialogue familles-école au service des apprentissages et de la progression. Enfin – et en bref – ils sont injustes et inefficaces: ils proposent un modèle d'école diamétralement opposé à ceux qui obtiennent les meilleurs résultats internationaux.

UN MODÈLE QUI A MONTRÉ SES LIMITES

Les deux textes veulent lutter contre l'échec en reléguant les élèves en

difficulté. C'est injuste et absurde: l'exclusion est le problème, pas la solution! La société a évolué. Le niveau ne baisse pas: ce sont nos exigences qui se multiplient et ne cessent de s'élever. Nous avons besoin d'une école qui transmette à tous les élèves les savoirs et les compétences qui leur permettront de vivre dignement dans une société de plus en plus complexe, une école qui croit que tout enfant peut apprendre, qui forme sans exclure, qui préfère le progrès de chacun à l'isolement des plus forts, l'exigence pour tous et pas juste pour une minorité de la population.

22

Former sans exclure | <http://www.former-sans-exclure.org>

Feuille d'information n°3
Des cycles au lieu des degrés
Pour mieux prendre en charge les difficultés : plus tôt et de manière plus ciblée

Ne remets pas à demain ce que tu peux faire le jour-même. | Sagesse populaire

Le redoublement est inefficace. Pour la recherche en éducation, c'est un fait avéré. Les élèves n'apprennent pas tous en même temps, de la même façon, à l'aide des mêmes méthodes. C'est une question de bon sens : il faut **prendre en compte les besoins réels des élèves** et leur proposer des activités différentes leur permettant de surmonter leurs difficultés. C'est ce qu'on appelle la **différenciation** : des chemins différents pour atteindre les mêmes objectifs ; pas des objectifs diminués pour les élèves moins bien nés.

La différenciation demande des compétences pointues pour repérer les difficultés des élèves, orienter leur travail et choisir des procédures plus efficaces. Cette pédagogie doit s'appuyer sur une évaluation qui permette de comprendre et de faire comprendre aux élèves la nature de leurs erreurs. C'est ce qu'on appelle **l'évaluation formative**.

Les moyens nécessaires sont :

- Une organisation du travail permettant le regroupement des élèves en fonction de leurs réelles difficultés, des sujets et des méthodes à privilégier.
- Une disponibilité accrue des maîtres, la présence dans l'école d'enseignants complémentaires (généralistes non titulaires de classe) qui puissent de temps en temps travailler avec de petits groupes d'élèves.
- Un travail en cycles d'apprentissage (et non plus dans des degrés annuels) pour adapter l'enseignement aux besoins des élèves, tenir compte de leurs différences, prendre assez tôt – pas une fois par an – le temps de corriger les erreurs.
- L'élaboration par chaque équipe d'enseignants d'un projet d'école qui tienne compte des ressources propres à la population d'élèves, en fonction des quartiers ou des caractéristiques sociales et démographiques des familles.

La position de Former sans exclure

Qu'est-ce qui est le plus exigeant : corriger tout de suite les lacunes repérées, ou attendre la fin de l'année et faire répéter tout le programme aux élèves en difficulté, sans tenir compte de leurs acquis ni fixer des priorités ?

- ✓ **Le redoublement est inefficace** ; c'est un fait avéré.
- ✓ Les élèves qui ne savent pas lire n'ont pas besoin de refaire toute une année de calcul, de géographie ou de dessin. Ils demandent plutôt une **prise en charge intensive et ciblée**.
- ✓ Cette prise en charge n'est possible que dans un cycle d'apprentissage, lorsqu'une équipe d'enseignants organise le travail et les regroupements d'élèves **de manière différenciée**.
- ✓ Cette organisation exige elle-même que l'école obligatoire fixe **les mêmes objectifs pour tous les élèves** et demande aux maîtres de les atteindre en priorité. Sinon, on ne sait pas à quels savoirs tous les enfants ont droit, on se résigne à en priver certains, on nivelle par le bas. C'est ce que les Finlandais, par exemple, ne font pas.
- ✓ Cela démontre qu'une telle organisation **ne pénalise pas les bons élèves** : elle augmente le niveau moyen, ce qui pousse les meilleurs à aller plus loin.

... 2 × non le 24 septembre

« La Finlande, le Canada ou le Japon nous montrent que les pays les plus performants sont aussi les plus égalitaires, dit la direction de l'étude PISA. Les élèves ont plaisir à apprendre, les relations avec les professeurs sont très bonnes, le climat est moins à la répression qu'à l'autodiscipline. Le redoublement est quasi inexistant, voire interdit, car considéré comme une facilité qui évite aux professeurs de prendre leurs responsabilités dans l'échec des élèves. ». Comment progresserons-nous en raisonnant à rebours du bon sens ?

LE REDOUBLEMENT : UNE REMÉDIATION TROP TARDIVE, MAL CIBLÉE, INDIFFÉRENCIÉE

Les deux projets proposent le redoublement systématique pour les élèves qui n'atteignent pas les objectifs en fin d'année. Pourtant, le redoublement à l'école primaire est une mauvaise mesure pour bien former les élèves. Toutes

les études le démontrent. Que proposer d'autre ? D'une part, il convient de remédier au plus vite aux difficultés des plus faibles : ne pas attendre la fin d'une année pour faire refaire tout le programme (y compris ce qui est acquis...), être tout de suite et en permanence exigeant, efficace, motivant, pas une fois par an. D'autre part, les compétences ne s'acquièrent pas par empilements successifs, mais par toutes sortes de cheminements : les élèves consolident des bases encore fragiles en abordant des savoirs plus complexes. Il convient donc de différencier les enseignements pour permettre à chacun d'atteindre les objectifs en utilisant des méthodes variées – leçons, exercices, problèmes, projets, modules thématiques, appui personnalisé, tutorat, travail encadré, etc. – plutôt qu'une seule voie et un seul rythme, à prendre ou à laisser.

Le redoublement nuit à l'élève, car il l'installe dans l'échec et la

résignation. Il lui fait quitter son groupe classe pour se retrouver avec de plus jeunes enfants, ce qui ne contribue pas à le tirer vers le haut. D'innombrables recherches en Suisse, en Europe, comme en Amérique montrent qu'au prix d'un effort régulier, l'élève progresse plus et ses compétences sont finalement meilleures s'il peut évoluer dans un cycle long plutôt que refaire complètement les années manquées. Les pays qui ont les meilleurs résultats à l'étude PISA ont renoncé au redoublement comme méthode de remédiation.

LES MOYENNES : UN NIVELLEMENT DES RÉSULTATS

La population et les familles s'inquiètent à juste titre de la manière d'évaluer. Elles demandent des mesures fiables et rigoureuses de la progression des élèves, des mesures qui les incitent à

23

Feuille d'information n°4 Former sans exclure | <http://www.former-sans-exclure.org>

La pédagogie : luxe ou nécessité ?

Le savoir sert aux élèves, mais aussi aux écoles qui veulent progresser

La pédagogie est comme la médecine : un art, mais qui s'appuie – ou devrait s'appuyer – sur des connaissances scientifiques précises. | Jean Piaget, 1949

Dans nos sociétés de plus en plus complexes, l'accès aux savoirs ne peut plus être contingenté. Il ne s'agit pas de transformer tous les enfants en académiciens, mais d'offrir à chacun les moyens de faire des choix, de participer à la vie civique et économique, de continuer d'apprendre, d'assumer ses devoirs, d'exercer ses droits.

Seulement, ce changement ne peut pas se décréter. Refuser l'exclusion, c'est tout faire pour **former tous les élèves**, pas se résigner d'emblée à éliminer les plus faibles ou les moins bien nés. La pédagogie est peut-être un luxe tant que les mauvaises notes et l'échec scolaire sont jugés normaux. Elle devient vitale au fur et à mesure que les exigences montent et que la relégation des élèves en difficulté ne peut plus être tolérée. Les systèmes scolaires les plus justes se fixent de hautes ambitions et tiennent compte des faits observés pour garder le cap et/ou innover.

Le savoir est bon pour les élèves. Serait-il mauvais pour l'école et les maîtres ? La **recherche en éducation**, comme tous les savoirs scientifiques, ne dit pas quelle méthode marchera à chaque coup. Elle ne peut pas se substituer aux enseignants, mais indiquer dans quelles conditions les enfants sont susceptibles d'apprendre ou non. C'est pour cela que des maîtres bien formés font en général plus d'effet.

La psychologie montre qu'il ne suffit pas de donner des leçons ; les enquêtes sociologiques que le redoublement est une mauvaise solution ; l'histoire que le niveau ne cesse de croître mais qu'on l'a toujours vu baisser. Les idées fausses ont la vie dure : c'est pour cela **qu'apprendre est de plus en plus nécessaire pour enseigner.**

La position de Former sans exclure

Trop attendre de la science ou lui reprocher de tout décider sont deux manières de la surestimer.

- ✓ L'apprentissage ne peut pas se décréter. Une école digne d'elle-même **vérifie les effets** de son travail pour s'améliorer.
- ✓ Pour documenter les débats et distinguer les bonnes et les mauvaises innovations, elle fait un **usage critique de la recherche en éducation.**
- ✓ Il est absurde d'opposer « liberté pédagogique » et « méthode scientifiquement validée » : c'est du **dialogue entre chercheurs et praticiens** que des progrès durables peuvent émerger.
- ✓ Forme-t-on moins un pédiatre qu'un gérontologue ? La **formation des maîtres** ne peut pas être proportionnelle à l'âge des élèves. Elle doit combiner théorie et pratique, savoirs de haut niveau et gestes du métier.
- L'école doit offrir **aux parents** les moyens de comprendre les programmes, les méthodes, les manières d'apprendre et d'enseigner.

Touche pas à mon école!

apprendre et informent clairement les parents. Or, les notes et les moyennes proposées dans l'initiative et le contre-projet vont exactement dans l'autre sens. D'abord, elles sont imprécises: toute moyenne masque des forces et des faiblesses; elles empêchent un diagnostic et une prise en charge pédagogique bien ciblés («J'ai la tête bouillante et les pieds glacés», dit le patient. «Ce n'est pas grave, répond son médecin, votre moyenne fait 37°2!»). Ce calcul mécanique décourage en outre les efforts, puisque les progrès de fin d'année sont annulés par les mauvais chiffres qui les ont précédés («J'ai sauté 2 mètres 40!», dit le sauteur en hauteur. «Je ne peux pas te sélectionner, rétorque son entraîneur, tu ne passais que 2 mètres 15 au début de l'année...!») Au total, les élèves faibles se résignent à

échouer. Les plus futés bachottent pour réussir et se contentent du minimum puisqu'un trimestre bien noté permet de se reposer le reste de l'année.

Mal utilisés, les chiffres font le contraire de l'effet recherché: ils brouillent les repères, retardent les progrès, nivellent les résultats. C'est pour cela que les systèmes qui vont de l'avant développent des manières plus claires et plus exigeantes d'évaluer: bilans formatifs, épreuves critériées, dossiers et portfolios, entretiens réguliers avec les élèves et les parents. Comment les rejoindre si nous partons dans l'autre direction?

Les écoles justes et efficaces luttent contre l'échec, pas contre les élèves en échec. Elles interviennent sans attendre, pas au bout

d'une année. Elles évaluent pour former, pas pour éliminer.

Nous avons besoin d'une telle pédagogie: ambitieuse pour tous. Nous n'y arriverons qu'en combinant tradition et innovation (au lieu de les opposer), en soutenant parents et enseignants (pas en les déqualifiant), en fondant nos choix sur les faits (donc la recherche en éducation).

C'est pourquoi il faut dire **2 x NON à des projets qui prennent les problèmes pour des solutions, qui envient les écoles progressistes et reviennent aux méthodes qu'elles ont justement abandonnées.** ■

VOIR AUSSI LES FEUILLES D'INFORMATION DE «FORMER SANS EXCLURE» REPRODUITES AU FIL DE NOS PAGES (PP. 20 À 23).

24

«Oui» au système d'évaluation actuelle!

KORINE AMACHER, ÉCOLE DU MAIL

Si je n'adhérais pas entièrement à l'initiative d'ARLE, le système mis en place par la rénovation ne me convenait pas complètement non plus. Pour moi il est très important qu'aujourd'hui les notes subsistent à l'école primaire. En effet, une note permet de savoir exactement où en est l'enfant, des termes comme «seuil de réussite», «satisfaisant», «objectifs partiellement atteints» sont beaucoup trop vagues et ne peuvent constituer

une évaluation suffisante. Pour les parents étrangers et de milieu modeste, ces subtilités de la langue française ne disent rien sur le niveau effectif de leur enfant. A plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion d'aider des parents d'amis de mes enfants dont le français n'était pas la langue maternelle. Les parents ont besoin d'une information chiffrée; ce langage est quasi universel et répond à leur question de savoir si leur enfant peut passer ou non. Et ceci est d'autant plus important en fin de 6^{ème} primaire lors-

que se détermine la filière dans laquelle l'enfant se retrouve au Cycle d'Orientation. La note indique clairement si l'enfant peut s'orienter en A ou en B et il est mieux de situer son niveau avant la fin de la 6P. Ainsi le système d'évaluation actuelle me paraît juste puisqu'il combine des appréciations qui situent l'enfant par rapport aux objectifs à atteindre, des notes entières et des commentaires écrits dans le livret scolaire. Pour garder ce système, je voterai 2 fois non le 24 septembre. ■

Meyrin

L'association des parents d'élèves des écoles primaires de Meyrin-Cointrin (ASPEDEM) a la particularité de regrouper les 8 écoles primaires que compte la commune de Meyrin, couvrant ainsi pas moins de 110 classes et 1800 élèves. Cette particularité est à la fois positive par la grande richesse apportée par la variété des cultures, mais c'est aussi une difficulté pour notre comité, composé de 7 personnes actuellement, d'être présent au sein de toutes les écoles. Notre association est à nouveau active depuis 14 ans, compte une quarantaine de membres, et a pour buts :

- d'améliorer l'information des parents sur des sujets tels que l'éducation, l'instruction et le bien-être des enfants, et de servir d'organe pour l'expression des opinions des parents et de leurs idées nouvelles;
- d'assister le corps enseignant et les autorités communales dans la réalisation de projets concernant les enfants;
- d'organiser des activités pédagogiques ou divertissantes pour les enfants d'âge scolaire de la commune;
- de permettre aux parents de langue étrangère de mieux participer à la vie scolaire de leurs enfants.

Le panel de nos activités est large :

- Nous organisons des soirées débats et/ou conférences à thèmes touchant la vie scolaire et l'éducation des enfants en général, : le sommeil et l'enfant, les rivalités fraternelles...
- Nous collaborons avec les autorités communales lors de diverses manifestations: la fête des écoles où nous tenons le point de rencontre « enfants perdus », le Pédibus, la soirée Tribale Poursuite...
- Nous participons aux réunions des délégués du GAPP, et distribuons le bulletin à nos membres.
- Nous collaborons avec d'autres associations meyrinoises oeuvrant pour l'enfance, par exemple avec la Maison

Vaudagne (centre de loisirs pour enfants et adolescents) qui propose des soirées de rencontres entre parents avec la présence d'intervenants concernés par le thème abordé. Depuis peu nous collaborons avec la ludothèque en accueillant des classes de la commune afin de familiariser les enfants avec le lieu et les encourager à découvrir de nouveaux jeux.

- Nous participons au réseau depuis octobre 2004. Le réseau est un groupe de travail mensuel initié par Mme Jeanrenaud Dokic, inspectrice. Il réunit différents partenaires impliqués dans le suivi scolaire, social, médical ou psychologique des enfants de Meyrin et permet une réflexion commune et une recherche de solutions adéquates.
- Nous cherchons à faciliter l'intégration scolaire des familles de langue étrangère, par le biais d'un formulaire permettant de mettre ces familles en contact avec une autre famille parlant la même langue, et de même culture (distribué lors des inscriptions de nouveaux élèves, ou par le corps enseignant).
- La sécurité des enfants sur le chemin de l'école nous préoccupe: en mai 2005 nous avons organisé, en collaboration avec le TCS et la Brigade de Sécurité Routière, des ateliers axés sur la sécurité à vélo, destiné aux écoliers de 1P à 6P.
- Dans le futur, nous aimerions aussi participer à la semaine sans télévision et approcher l'association « Lire et faire Lire » pour nouer d'éventuelles relations.

Notre petit comité est toujours motivé et les idées ne manquent pas. Il pourrait y avoir encore d'autres projets, grands ou petits, alors, parents de Meyrin-Cointrin, n'hésitez pas à nous rejoindre, vous serez chaleureusement accueillis! ●



ASPEDEM
CP MEYRIN

Un monde en perpétuel mouvement!

FRANÇOISE LANCI-MONTANT – COORDINATION PÉDIBUS-GENÈVE

Depuis la rentrée de septembre dernier, 35 lignes de Pédibus circulent – tous les jours ou presque – à travers le canton. De la plus grande (37 enfants et 17 parents-conducteurs) à la plus petite (3 enfants inscrits, 2 parents conducteurs), elles permettent à plus de 300 élèves d’effectuer les trajets entre leur domicile et leur école en toute sécurité et dans la bonne humeur!

MAIS QU’EST-CE QUI FAIT MARCHER LE PÉDIBUS?

- Tout d’abord, la centaine de parents qui s’engagent à conduire, à tour de rôle, ces 300 enfants en sécurité entre l’école et la maison. Un coup de chapeau en particulier au parent qui assure la coordination au sein de chaque ligne,
- Les **associations de parents d’élèves** qui souvent sont à l’origine de la création des nouvelles lignes et les aident à se renouveler;
- Les **différents départements de la ville ou de l’état et les communes concernées** qui soutiennent les lignes de diverses manières, reconnaissant ainsi le rôle du Pédibus en matière de sécurité, de santé et d’entraide.
- La **coordination du Pédibus-Genève** qui, au sein du GAPP, sert de point de référence et de soutien pour les lignes existantes, pour les Pédibus en voie de création et les aide de diverses manières (matériel, information,

publications, démarches administratives, etc.)

QUOI DE NEUF, PÉDIBUS?

Parmi ces lignes, saluons en particulier les **10 nouveaux Pédibus** qui ont vu le jour depuis la rentrée scolaire 2005:

- En ville de Genève, 2 nouvelles lignes ont été créées à l’école **des Crêts de Champel**. La première vient du Chemin Beau-Soleil, la seconde de la place Reverdin;
- En ville de Genève, dans le quartier du **Bouchet**, une nouvelle ligne relie le Carrefour du Bouchet à l’école des Crêts.
- A **Anières**, l’école du village compte aussi sa ligne de Pédibus qui relie la route d’Hermance, la rue de l’Aspergières et la rue Centrale, depuis le mois d’octobre 2005;
- La ville de **Carouge** a inauguré ses 2 premières lignes de Pédibus le 22 septembre 2005, en fête et en musique. La première ligne relie la place des Charmettes (via la place du Marché et de



GRAND-LANCY



CAROUGE



ANIÈRES

la place de Sardaigne) à l’école Jacques-Dalphin. La deuxième ligne vient de la rue de la Filature jusqu’à cette même école.

- La commune de **Chancy** a également inauguré sa première ligne en septembre 2005.
- Vernier, qui compte déjà 3 Pédibus très actifs, a vu se créer deux nouvelles lignes à l’école de **Balexert**, sous l’impulsion de quelques parents très énergiques et inventifs.
- Enfin, la cuvée 2006 du Pédibus est prometteuse puisque la dernière ligne créée dans le canton de Genève est celle de **Satigny** qui fonctionne depuis le mois d’avril 2006. Elle relie le clos de Pré-Gentil à l’école du village.

Une liste complète et régulièrement mise à jour de toutes les lignes de Pédibus du canton (avec les personnes de contact pour chaque ligne) est disponible sur le site www.pedibus-geneve.ch.

CONTACT
FRANÇOISE LANCI-MONTANT
COORDINATRICE@PEDIBUS-GENEVE.CH

22 septembre 2006 - Journée Internationale à pied à l'école - En Ville sans ma voiture

Restituer la rue aux enfants!

PAOLA NAGEL PETRUCCI - BUREAU-CONSEIL ATE

Entre l'école et la maison, le plus souvent c'est le parcours du combattant. Il ne s'agit ni de traîner, ni de s'amuser.

«Fais bien attention. Regarde. A gauche, à droite!»

Ces imprécations si souvent ressassées, pour constater que l'enfant chéri court sur le passage clouté, en regardant derrière lui, au cas où le monstre qui le hante la nuit ne le poursuivrait pas le matin venu. C'est bien connu les monstres ne

surgissent ni de gauche ni de droite...

L'enfant, le plus vulnérable des usagers de la voie publique, appréhende le monde à sa hauteur, un pied dans le jeu, l'autre dans l'imaginaire.

Déjouer les pièges de la rue pour que les écoliers gagnent, pas à



pas, en autonomie!

Le 22 septembre 2006 «on dirait que... on va à l'école à pied.»

Le chemin est jalonné de **ribambelles colorées**. Sous ces guirlandes, les lignes de Pédibus trottent, les voitures se reposent. Autour de l'école, dans **les périmètres fermés** à la circulation, c'est la fête. On s'initie au vélo, à la trottinette, au patin à roulette. A midi les tables du restaurant scolaire grignotent la rue, on dispute l'espace aux corneilles. A quatre heures, on remet ça, les patins, les échasses, les courses de sacs, le goûter... On rêve, on danse, avec les clowns acrobates et les musiciens. On fait éclater les limites du préau, on se réapproprié la rue et, peu à peu, l'idée d'un autre espace urbain essaime. ●

Marche à suivre

A la rentrée scolaire, tous les écoliers du canton recevront un dépliant, un autocollant surprise et une carte «ribambelle» à colorier. Suspendues les unes derrière les autres ces cartes forment une ribambelle sans fin. Elles signalent aux usagers de l'espace public, la présence des enfants le long du chemin ou autour de l'école.

- Un coup de main? Matériel, publications, animations, spectacles, l'Association Transports et Environnement (ATE) met son savoir-faire, et des idées à disposition.
- Le service de la mobilité de la Ville de Genève offre des spectacles et des animations pour les écoles de la Ville.
- Fermeture de périmètre c'est possible! Nous transmettons votre demande au service concerné.
- Annoncez votre participation à la Journée internationale à pied à l'école au plus vite.

PAOLA.BC-ATE@BLUEWIN.CH
078 860 11 47

membres du GAPP

AÏRE

022 797 38 97 • CASTO Mary-France
14 ch. Nicolas Bogueuret 1219 Aïre

AIRE LA VILLE

022 757 68 46 • BEUX Vincent
67 rue du Vieux Four 1288 Aire-la-Ville

ALLOBROGES I ET II

022 300 44 68 • WALLER Philippe
12 rue Caroline 1227 Les Acacias

ANIÈRES

022 751 88 05 • LEVRAT Stéphanie
30 rue de l'Aspergère 1247 Anières

AVULLY

022 756 41 45 • NOTI AEGERTER Sandra
31 avenue de Gennecy 1237 Avully

BALEXERT

022 796 16 84 • GINDRE Agnès
5 ch. Ph. de Sauvage 1219 Châtelaïne

BEAULIEU GROTTES CROPETTES

VIDOLLET

022 734 41 86 • Louis PEROLINI
9, rue Chandieu 1202 Genève

BELLEVUE

022 344 80 28 • KUNZ Carmen
31 ch. de la Menuiserie 1293 Bellevue

BERNEX

022 777 17 07 • MARCONI Sandra
Case Postale 319,
274E, rue de Bernex 1233 Bernex

CAYLA JARDIN-DU-RHÔNE

– • HUTTER Astrid
13, Promenade Jean-Treina 1203

CÉLIGNY

022 776 92 56 • HORNING Patricia
46 route des Coudres 1298 Céligny

CENTRE VILLE

022 312 45 20 • LEONARDI RUTZ Isabella
9 rue Etienne Dumont 1204 Genève

CHAMPEL-MALAGNOU

022 347 36 00 • MOREL Catherine
21 C avenue Miremont 1206 Genève

CHÊNE-BOUGERIES

022 348 23 06 • ZUBER Djamilia
138 ch. de la Montagne 1224 Chêne-Bougeries

CHÊNE-BOURG

022 349 73 25 • CIDÉRAC Marc
5 av. Petit-Senn 1225 Chêne-Bourg

CITÉ DES AVANCHETS

022 796 86 64 • STEGER Barbara
2 rue Grange-Lévrier 1220 Les Avanchets

COLLEX-BOSSY

022 755 36 46 • POULY Annick
107 Rte du Bois-des-Iles 1290 Versoix

COLOGYN

022 786 94 45 • LEFEBVRE Isabelle
8 chemin des Fours 1223 Cologny

CONFIGNON

022 757 57 56 • PERONE Christian
7 ch. de Chaumont 1232 Confignon

CORSIER

022 751 03 33 •
JACOT-DESCOMBES Sabrina
12 route de Bellebouche 1246 Corsier

DARDAGNY-RUSSIN-LA PLAINE

079 478 87 90 • TODESCO Stéphane
Case postale 7 1283 La Plaine

EAUX-VIVES

022 700 46 26 • NEUBURGER Tzvetelina
2 rue de la Scie 1207 Genève

GEISENDORF

076 396 80 09 • ZENGER Jocelyne
21, rue Liotard 1202 Genève

GENÈTS

022 734 83 70 • DIDION Eric
10 chemin de la Rochette 1202 Genève

GRAND-SACONNEX

022 788 09 12 • DI PIETRO Lucia
23 rue Alberto-Giacometti
1218 Grand-Saconnex

GY

022 759 29 02 •
GREMION ENGELER Martine
21 chemin de Beaupré 1251 Gy

JACQUES-DALPHIN

022 300 05 35 • ROSSITTO BORLAT Irène
21 ch. Charles-Poluzzi 1227 Carouge

JONCTION

079 418 04 42 • SCHELL Sophie
4 rue du Tir 1204 Genève

LIOTARD

022 345 52 71 • VEROLET MOTTET Sonia
66 rue Liotard 1203 Genève

LULLY-SÉZENOVE

022 757 21 17 • PARMELIN Brigitte
172 route de Soral 1233 Lully

MEINIER

022 752 54 94 • JENNY Henri
4 ch. de la Réтуelle 1252 Meinier

MEYRIN-COINTRIN

022 782 10 26 • GÜR Joséphine
30 rue Cardinal-Journet 1217 Meyrin

PERLY-CERTOUX

022 771 11 05 • TRONO Fabienne
50 ch. du Village 1258 Perly-Certoux

PERVENCHES-MONTFALCON

022 343 28 08 • REY GUBLER Marie-Claire
C.P. 1801 1227 Carouge

PESCHIER (CL. SPÉCIALISÉES)

022 347 55 10 • THOMAS Cristine
2 rue Michel Chauvet 1208 Genève

PETIT-LANCY

022 792 25 80 • GRASSI MOULIN Marianne
12 ch. des Esserts 1213 Petit-Lancy

PETIT-SACONNEX

022 733 81 64 • COTTET Claudia
22 chemin Champ-D'Anier 1209 Genève

PLAINPALAIS 1 / ROSERAIE

022 329 39 05 • ABOUB Mustapha
9 rue Cingria 1205 Genève

PLAINPALAIS 2 / H.DE SENGER

022 329 03 87 • TERRETTAZ Francesca
5 rue Jean-Violette 1205 Genève

PLAINPALAIS 3 / MICHELI

022 327 29 50 • GOLAY Pascale
21 Bd. Du Pont-d'Arve 1205 Genève

PRÉSINGE

022 759 06 15 • RAPIN Brunella
14 chemin des Cordonniers 1243 Presinge

SATIGNY

022 753 00 24 • CORNAGLIA Corinne
135, route du Mandement 1242 Satigny

SEUJET-NECKER

022 731 44 34 • RICHLÉ Samia
16, rue de Coutance 1201 Genève

TAMBOURINE

022 300 11 08 • GUYE Jean-Pierre
23 ch. Charles-Poluzzi 1227 Carouge

THÔNEX

022 348 33 52 • CALOZ Myriam
5 ch. de Marcelly 1226 Thônex

TOURS & PROMENADES

022 343 64 50 • JAPIOT Virginie
2 bd des Promenades 1227 Carouge

TREMBLEY I & II

078 744 19 51 • LO BUE Sonia
26 avenue de la Forêt 1202 Genève

TROINEX

022 784 34 58 • GAY Bernard
34 Ch. Dottrens 1256 Troinex

U.C.E. BOSSONS

022 793 78 57 • KLEIN Joëlle
92 av. Bois-de-la-Chapelle 1213 Onex

VAL D'ARVE

022 343 43 51 BRAND Natacha
37 rue de la Fontenette 1227 Carouge

VANDOEUVRES

022 348 25 70 • WYSSA Béatrice
39 ch. des Tattes-Fontaines 1253 Vandoeuvres

VERNIER-VILLAGE

022 341 45 04 • RUFFIEUX Sébastien
21 chemin du Québec 1214 Vernier

VERSOIX

022 755 24 52 • LOWE Viviane
11 chemin des Lombardes 1290 Versoix

VEYRIER-PINCHAT

022 343 00 49 • DIEDERICHS-RUPP Sylvia
CP 124 1255 Veyrier

VIUSSEUX-FRANCHISES

022 340 66 10 • WARIDEL Nathalie
18 Cité Vieusseux 1203 Genève

non-membres

BARDONNEX - DEWAELE Véronique • **CARTIGNY** - PHILDIUS Sarah • **CHANCY** - HEBERT Maria • **CHOULEX** - MONACHON Philippe
• **COLLONGE-BELLERIVE/VÉSENAZ** - MORELLO Christine • **GENTHOD** • **GRAND-LANCY** - VÖLKI Véronique • **JUSSY** - BAUD Nicole
• **LIGNON** - FELICISSIMO Gianna • **MONTCHOISY/VOLLANDES** - de Dardel Alix • **ONEX** - CUGNI Pascal • **PÂQUIS-CENTRE** - PEIRY
Catherine • **SÉCHERON** - TOGNOLA Antonia • **SORAL-LACONNEX** - WEISS BORTOLI Barbara

en veilleuse

AVUSY • CHARMILLES/CHARLES-GIRON • CHÂTELAÏNE • EUROPE • HERMANCE • LIBELLULES • PLAN-LES-OUATES • PREGNY-
CHAMBÉSÉY • PUPLINGE • SAINT-JEAN

LE BULLETIN DU GAPP VOUS INTÉRESSE ?

L'abonnement est automatique pour les adhérents des APE membres

VOUS SOUHAITEZ SOUTENIR LA PARUTION DE CE BULLETIN ?



Abonnez-vous individuellement au prix de Frs 20.-/an
pour 3 numéros en retournant ce coupon réponse

ADRESSER AU SECRÉTARIAT DU GAPP
CASE POSTALE 708 • 1211 GENÈVE 13

NOM & PRÉNOM : _____

RUE ET N° : _____

N° POSTAL ET VILLE : _____



Repas gastronomique du 29 parascolaire de Vézenaz

MARIE-NOËLLE CLEMENTE – RESPONSABLE DE SECTEUR, GIAP

Le 09 février 2006, tous les animateurs, animatrices et enfants du parascolaire de Vézenaz étaient en ébullition. Le jour du repas gastronomique était enfin arrivé...

Suite à un défi lancé lors d'une réunion d'équipe, ce grand projet a pris forme. Il s'agissait d'inviter les parents des enfants inscrits au parascolaire autour d'un repas festif. Les animatrices ont, tout d'abord, élaboré un menu qui pourrait faire pâlir de jalousie les plus grands chefs et qui a réjoui les papilles de la centaine de convives présents:

- Potage de carottes exotiques
- Vols au vent au séré sur son mesclun
- Mignons de dinde aux champignons, riz basmati
- Julienne de légumes
- Buffet de desserts

Chaque enfant avait un rôle dans l'organisation de cette fête.

Début janvier, les enfants ont confectionné des décorations en pâte à sel et ont décoré des photophores qui allaient servir de guide aux parents pour se rendre du parking à la salle de restaurant. C'était, comme l'ont appelé les enfants, «**le chemin de lumière**» et le début de la féerie.

Fin janvier, envoi des invitations aux parents et création des ateliers. Chaque enfant était impliqué dans l'organisation minutieuse de cette fête:

- Prise de photos durant les activités parascolaires et création

d'une vidéo

- Préparation et décoration de la salle (mercredi après-midi)
- Mise en place de l'accueil
- Préparation en cuisine du repas
- Préparation des desserts (forêts noires, profiteroles, tartelettes...)
- Organisation du service en salle
- Organisation du bar

Le résultat a été grandiose, les enfants, les animateurs et animatrices ont reçu les félicitations de tous les parents présents. Cette soirée a été et restera pour tous un moment inoubliable. Quel sera le prochain défi de cette équipe?!!!

Martine l'interrompt: « Tu veux dire que c'est à cause du gaz carbonique, ce CO₂ qui provoque le réchauffement climatique? »

— Oui, oui. Parce que les activités des hommes ont changé l'atmosphère, trop de chaleur du soleil échauffe la planète.

Cela ne perturbe pas seulement le climat sur la terre ferme, mais aussi dans les océans. Les courants changent, la mer devient plus chaude et son niveau s'élève de plusieurs centimètres. Parce que ces changements se déroulent très vite, les récits de corail n'arrivent pas à s'adapter, et ils meurent, condamnant aussi tous leurs habitants. Nous, les poissons, sommes très inquiets. Beaucoup de récifs sont déjà morts. Et on dit que plus de la moitié des récifs du monde sont menacés. Je ne comprends pas pourquoi les gens de ton espèce ne réagissent pas: il y a des millions d'humains qui ont besoin des coraux pour survivre, car ils vivent de la pêche... »

Martine est triste et pensive. « C'est difficile la vie! » avoue-t-elle. « J'ai lu dans un magazine qu'en faisant un seul voyage en avion, j'ai produit davantage de CO₂ que si j'avais roulé toute une année en voiture. L'effet sur le réchauffement est même pire qu'avec une auto, car le CO₂ est formé en haute altitude. Alors, devrais-je rester chez moi, et ne jamais venir te voir? Ou est le plaisir, si chacun doit rester chez lui et ne peut pas découvrir le monde? »

Martine et le poisson se regardent longuement dans les yeux. Puis le poisson bleu vient se poser tendrement sur sa main ouverte et lui dit: « Tu sais, les poissons de mon espèce mangent du corail. Mais nous n'en mangeons pas plus qu'il ne pousse, sinon on le ferait disparaître, et ce serait une catastrophe! Il faut vivre et se déplacer, mais de manière à ne pas détruire le monde. »

— « Je sais ce que je vais faire! », lui répond Martine. « Quand je serai rentrée dans mon pays, je vais expliquer tout ce que tu m'as dit aux autres élèves de mon école. Et, quand j'aurai seize ans, je n'irai pas acheter un scooter. Je choisirai plutôt un nouveau vélo. J'en prendrai un bleu, en souvenir de toi! »

— « C'est très gentil », dit le poisson en lui embrassant la joue. « Et, moi je vais dire à tous les autres poissons qu'il existe des humains qui nous aiment vraiment. Et pas seulement avec du citron! »



« SOS Corail »

Conte



artine a 13 ans. Elle vient de faire un très long voyage en avion, pour passer des vacances sous les tropiques. Cela fait des mois qu'elle attend impatiemment de pouvoir faire de la plongée sur le magnifique récif de corail qu'elle a vu dans le prospectus de voyage. Nager avec des poissons multicolores: c'est son rêve. Et le moment de le réaliser est arrivé: elle a ses palmes aux pieds, son masque devant les yeux, et sa bouteille d'air comprimé sur le dos. Il ne lui reste plus qu'à sauter du bateau... Plouf! Comme l'eau est bonne! Les milliers de bulles qui l'entourent se dispersent, et le fond lui apparaît... Mais! Le paysage n'est pas du tout comme sur le prospectus. Les massifs de corail n'ont pas ces belles couleurs: ils sont pâles comme de vieux os blanchis au soleil. Et les poissons aux mille couleurs ont déserté l'endroit dont les eaux sont pourtant si claires.

Martine nage au-dessus du récif mort, cherchant autour d'elle un coin moins dévasté. Mais c'est partout le même décor de coraux blanchis, un fond de mer monotone et triste. Si triste que Martine, déguée d'avoir traversé la moitié du monde pour rien, sent des larmes lui monter aux yeux...

Elle entend alors une petite voix chuchoter dans son oreille gauche: « C'est dommage, n'est-ce pas, tous ces jolis coraux qui sont morts! » Surprise, Martine tourne rapidement la tête, mais ses yeux mouillés ne voient rien. La petite voix est maintenant dans l'autre oreille: « Je suis le dernier. Je suis resté pour t'attendre. Tu en as mis du temps! »

Cette fois, Martine tourne très lentement la tête... et lorsque ses yeux se séchent, elle est surprise de se retrouver nez à nez avec un drôle de poisson bleu! « Les coraux sont morts, il n'y a donc plus rien à manger ici », dit le poisson. « C'est pour ça que tous les autres poissons sont partis... »

Martine sait que le corail est fait de milliers de petites anémones de mer qui se construisent lentement une carapace de pierre. Et qu'il peut nourrir et abriter des milliers d'espèces d'algues et d'animaux. « ...Mais que s'est-il passé? », demande-t-elle au poisson bleu en balbutiant dans son appareil respiratoire.

— « C'est à cause de ton avion », répond le poisson. « À cause de tous les avions et de toutes les voitures qu'il y a partout. À cause des chauffages, des déchets qu'on brûle, de la forêt qu'on abat de tous côtés... »

Rubrique proposée par la

LECTURES LECTURES LECTURES

Librairie
du Boulevard
34, rue de Carouge - 1205 Genève
T 022 328 70 54 - e boulevard@dplanet.ch

Dès 8 ans.

À partir de là, l'auteur propose trois fins possibles à cette histoire incroyable. Tu peux choisir celle que tu préfères, ou si aucune ne te plaît, en inventer une autre.

Dans la même série, il existe déjà quatre autres «histoires à la carte».

Imagine: la maîtresse donne sa leçon, quand tout à coup une voix s'élève pour dénoncer les élèves qui font des bêtises dans son dos... C'est le tableau noir qui parle, et qui propose de «surveiller ces sales gosses»!!!

BERNARD FRIOT
UN TABLEAU TROP BAVARD
Ed. MILAN JEUNESSE, CADET POCHE,
40 PAGES, FR. 9.-



Dès 10/11 ans.

Essentiellement inspiré de faits et de personnages réels, ce livre est bien sûr un livre d'aventures. Mais c'est aussi un documentaire passionnant sur l'époque de Toutankhamon et sur ceux qui ont cherché si longtemps à retrouver son secret dans les sables de l'Égypte.

est enfin découvert!

Nous sommes en 1922. Voilà plus de 5 ans que Howard Carter cherche en vain la tombe de Toutankhamon. L'homme qui le paye pour ses recherches commence à se laisser d'attendre. Mais un jour, ce rêve fou devient réalité: le trésor de Toutankhamon

PHILIPPE NESSMANN
SOUS LE SABLE D'ÉGYPTÉ: LE MYSTÈRE
DE TOUTANKHAMON
Ed. FLAMMARION, 184 PAGES, FR. 20.60



Dès 9/10 ans.

Élevés par des bonnes sœurs, ils sont malheureux. Ils décident de fuir et se retrouvent bientôt dans le port de Saint-Malo. Là, ils découvrent que leur père n'est autre que le célèbre pirate Cap'taine Roc!

Ainsi débutent leurs palpitantes aventures, que tu pourras poursuivre dans Vaissseau fantôme et L'île aux requins, suites de la série.

P'tite Louise et Benjamin sont jumaux. Leur mère est morte, et leur père inconnu.

ALAIN SURGET
GRAINES DE PIRATES (PAVILLON NOIR
TOME 1), Ed. FLAMMARION, CASTOR
POCHE, 96 PAGES, FR. 13.50





Les élèves de 4P et 5P de l'école d'Anières en camp poney

chaque année, les élèves de 4P, 5P et 6P ont l'occasion de partir une semaine en camp. Qu'il s'agisse d'un camp découverte de la nature, d'une semaine artistique, d'un stage d'équitation ou autre, c'est un moment exceptionnel, une parenthèse enrichissante dans la vie d'un écolier. Qu'en pensent les principaux intéressés ? Que leur apporte une telle expérience ? Voici quelques réflexions extraites de textes d'enfants relatant leur semaine de camp.

Camp Poney



« On se mélange plus entre filles et garçons (sauf la nuit, les maîtresses ne veulent pas). »
 « On est plus sympa entre nous. »
 « On apprend à faire des choses nouvelles que l'on ne fait pas chez nous. »
 « On apprend le travail en équipe. »
 « On apprend à être responsable de nous, de nos affaires. »
 « Il faut être solidaire entre nous pour faire la vaisselle, les rangements. »
 « Ce que j'aime, c'est la liberté. On peut faire ce qu'on veut, on n'a pas de stress. »

« Mais, passer une semaine en groupe ce n'est pas toujours facile: il faut avoir un peu d'organisation, bien ranger ses affaires pour qu'on ne les confonde pas avec les autres. »
 « Des fois il y a des petits différends qu'il faut résoudre. »
 « On a aussi besoin parfois d'être tranquille, de quitter le groupe. »
 « Une semaine sans les parents, c'est cool, mais on pense quand même à eux. »
 « A la fin, même si le camp était très bien on est content de rentrer, de revoir sa famille, de reprendre sa vie normale. »
 Une dernière réflexion en guises de conclusion:

« **Vraiment, les camps, c'est des semaines inoubliables!** »

« Partir avec la classe, c'est génial. »
 « Dormir, manger avec les copains, passer la journée avec eux, c'est partager les émotions, les rires, les joies. »
 « J'ai ressenti du bonheur en faisant des activités en groupe avec mes copains. »
 « Etre avec les autres m'a permis d'être loin de mes problèmes. »
 « On apprend à mieux se connaître. »
 « En faisant des activités ensemble, on parle, on se confie, on s'aide quand on a des problèmes, des soucis. »

Solution «Sudoku»



4	2	1	5	9	1	8	3	6
3	5	9	6	1	8	2	7	4
8	7	6	3	4	2	5	1	9
7	8	4	1	2	3	6	9	5
9	1	3	4	5	6	7	2	8
5	6	2	7	8	9	3	4	1
6	9	7	8	3	4	1	5	2
1	4	8	2	7	5	9	6	3
2	3	5	9	6	1	4	8	7

Comme promis nous vous présentons ci-dessus, la solution du «sudoku» paru dans le bulletin n°103 du GAPP.

Charades



1 Mon 1er peut se boire
 Mon 2ème est dans une phrase
 Mon tout sont deux personnes nées le même jour.

2 Mon 1er est un animal qui vit dans la forêt.
 Mon 2ème est un animal qui vit à la ferme.
 Mon tout me sert à réfléchir.